



جامعة بجاية
Tasdawit n Bgayet
Université de Béjaïa

Université Abderrahmane Mira de Bejaia

**Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de
Gestion**

Département des Sciences Commerciales

Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences Commerciales

Option : Finance et Commerce International

Thème

**Les Obstacles à l'Emergence d'une Economie
Diversifiée en Algérie**

Réalisé par :

M^{elle}. MAAFA Dyhia

M^{elle}. MADOUI Sonia

Sous la direction de :

Mr. MAHOUI Karim

Soutenu devant le jury composé de :

Président :

Examineur :

Rapporteur : Mr. MAHOUI Karim

Promotion : 2017

Remerciements

Aucune œuvre humaine ne peut être réalisée sans la contribution d'autrui. Il est donc important pour nous d'adresser nos sincères remerciements à toutes les personnes qui nous ont permises de réaliser notre mémoire.

Nos remerciements à priori s'orientent envers Allah le Tout Puissant et le Miséricordieux qui nous a permis, par sa grâce et sa clémence, de poursuivre à terme la réalisation de ce travail.

Nous tenons à exprimer nos profondes gratitude à notre promoteur Mr MAHOUI Karim pour toute l'attention qu'il nous a apporté, Nous lui témoignons toute notre reconnaissance pour ses conseils, ses orientations et sa patience.

Nous adressons nos remerciements aux membres de jury qui ont accepté d'évaluer ce travail.

Il ne sera jamais remercié suffisamment le corps enseignant de la faculté SEGC de l'Université Abderrahmane Mira de Bejaia.

Ainsi que tous ceux, familles et amis qui nous ont encouragés et soutenus pendant ce travail.

Dédicace

*Je tiens à dédier ce travail en signe de respect et de
reconnaissances :*

*A mes chers parents qui m'ont soutenue tout au long de mon
parcours d'étude, et que dieu les protège.*

A mes chers frères :Fares, Fateh, Hocine.

A ma très chère sœur Cylia.

A toute ma famille,mes amies.

A ma chère coéquipière Dyhia.

A toute la promotion FCI.

*A toutes les personnes que je porte dans mon coeur et qui
ont, sans le savoir
participé de manière considérable à ma réussite.*

A ceux que ma plume a oublié.....

M . Sonia

Dédicace

A mes chers parents, pour tous leurs sacrifices, leur amour, leur tendresse, leur soutien et leurs prières tout au long de mes études,

A mes chères sœurs Aziza, Lidia et Tinhinane pour leurs encouragements permanents, et leur soutien moral,

A mes chers frères : Yougourthen, Akli et Rassim pour leur appui et leur encouragement,

A toute ma famille et mes amis pour leur soutien tout au long de mon parcours universitaire,

A ma chère binôme Sonia

A tous mes professeurs de l'université de Bejaia qui doivent voir dans ce travail la fierté d'un savoir bien acquis.

Que ce travail soit l'accomplissement de vos vœux tant allégués, et le fruit de votre soutien infaillible,

Merci d'être toujours là pour moi.

M. Dyhia

Liste des tableaux et figures

Liste des tableaux et figures

Liste des tableaux

Tableau n°01 : Répartition des PME publiques par tranche d'effectifs et secteur d'activités	28
Tableau n°02 : Répartition des PME privées par secteur d'activité	28
Tableau n°03 : Evolution des PME privées par secteur d'activité (2015/2016).....	29
Tableau n°04 : Indicateurs de la qualité des institutions algériennes.....	32
Tableau n°05 :classement de l'Algérie par paramètre de Doing Business 2017	34
Tableau n°06 : Évolution des importations et exportations de l'année 2002 à 2010.....	40

Liste des figures

Figure n°01 : La population des PME en Algérie (2016)	26
Figure n°02 : Type de PME par taille (2016)	27

Liste des abréviations

BM : banque mondial

BTPA : bâtiment en particulier

IDE : investissement direct étrangère

PE : petit entreprise

PME : petite et moyenne entreprise

PIB : produit intérieur brut

TPE : très petit entreprise

Sommaire

Sommaire

Introduction générale.....	1
Chapitre I : cadre conceptuel : la diversification micro et macro économique	5
Introduction	5
Section1 : La diversification au niveau de l'entreprise	5
Section 2 : La diversification au niveau macro : les politiques agricoles et industrielles	11
Conclusion.....	12
Chapitre 2. Les approches théoriques de la diversification	13
Introduction	13
Section 01 : Théorie de la malédiction des ressources naturelles	13
Section 02 : Les approches Institutionnalistes de la diversification.....	17
Conclusion.....	21
Chapitre 3 : L'économie algérienne : un potentiel de ressources mais un cadre institutionnel défavorable	22
Introduction	22
Section 01 : L'état des ressources naturelles et du tissu économique en Algérie	22
Section 02 : Le contexte institutionnel de la diversification : évaluation du climat des affaires en Algérie	30
Conclusion.....	36
Chapitre 4 : Enjeux de l'ouverture internationale et le potentiel d'exportation de l'Algérie	38
Introduction	38
Section 1 : Les enjeux de l'ouverture internationale de l'économie Algérienne	38
Section 2 : L'impact de l'ouverture sur l'exportation : quelques expériences d'ouverture maîtrisée	41
Conclusion.....	44
Conclusion générale	45
Bibliographie	
Table des matières	

Introduction Générale

Introduction générale :

La chute des prix de pétrole à partir de 2014 vient frapper de plein fouet le modèle algérien de développement basé sur la rente des hydrocarbures : chute des recettes, gel de projets, réduction des importations, remontée de l'inflation, pour ne citer que ceux-là.

Cette crise vient rappeler encore une fois la vulnérabilité et la fragilité structurelle de l'économie nationale¹ à laquelle les responsables politiques semblent, cette fois-ci, être à l'écoute. La réaction publique a été de s'attaquer à la facture des importations. Des résultats tangibles sont obtenus les années 2015-2016 et début 2017. La prise de conscience commence donc à se faire ressentir quant à la rationalisation des choix budgétaires, mais surtout à l'impératif d'une diversification de l'offre économique dans un contexte de forte compétitivité. L'objectif de diversification est annoncé, à l'horizon 2030, dans le nouveau modèle de croissance économique diffusé récemment (juillet 2016), et précédé par le rapport de conjoncture du CNES (2015), lequel rapport rejoint ceux déjà établis par des scientifiques et professionnels nationaux (Nabni, 2012) et organismes internationaux (FMI, rapport 2016).

Dès lors, nous pouvons constater la prise de conscience grandissante autour des enjeux de la diversification chez les économies fortement dépendantes des hydrocarbures (ou des ressources naturelles en général) notamment en termes de politique de transition énergétique (ou économique, en général), mais surtout de réduction du risque lié à la dépendance aux hydrocarbures. Les expériences réussies des pays BRICS dans leur intégration (régionale, voire mondiale) avec leurs politiques d'ouverture internationale et de transition économique, constituent des modèles de rattrapage économique qui peuvent inspirer de nombreux pays en difficulté tel que l'Algérie.

Par ailleurs, sur le plan scientifique, certaines analyses (Imbs et Wacziarg, 2003) (cité par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) tentent à mettre en évidence la relation entre la diversification et le niveau de développement économique d'un pays. Les pays tendraient à se diversifier au fur et à mesure que le revenu augmente. De nombreux travaux théoriques et empiriques consacrés à l'enjeu et aux déterminants de la diversification économique ont mis en évidence la relation positive entre la diversification de l'économie et la croissance et/ou la productivité. La diversification joue un rôle important dans le développement et la croissance d'une économie.

¹Vulnérabilité que vient de rappeler le dernier rapport du FMI 16/127 (mai 2016).

Introduction générale

Le rapport sur la diversification en Afrique de la Commission Économique pour l'Afrique des Nations Unies (2006) répertorie cinq catégories de variables agissant sur le processus de diversification, à savoir :

1. les facteurs physiques : l'investissement, la croissance et le capital humain ;
2. les politiques publiques : les politiques budgétaires, commerciales et industrielles (de par leur impact sur le renforcement du tissu industriel) ;
3. les variables macroéconomiques : les taux de changes et d'inflation ainsi que les soldes extérieurs ;
4. les variables institutionnelles : la gouvernance, l'environnement de l'investissement et la situation sécuritaire (conflits, ...) ;
5. l'accès aux marchés : le degré d'ouverture aux échanges de biens, de services et de capitaux (élimination des barrières tarifaires et non tarifaires), l'accès aux financements, bancaires ou de marché.

Plus particulièrement, au plan macroéconomique, une forte instabilité de l'environnement économique, marqué, par exemple, par une forte inflation, ne favorise ni la création et le développement de nouveaux secteurs d'activité, ni l'instauration d'un climat d'affaires favorable au processus de diversification². Les pays exportateurs d'hydrocarbures sont souvent très tributaires de leur secteur dominant et peu d'entre-eux ont réussi à s'affranchir de leur ressource dominante³.

Après presque vingt ans de passage à l'économie de marché, l'économie algérienne présente encore les mêmes caractéristiques : très peu industrialisée avec un secteur industriel pesant moins de 5 % du PIB et un tissu économique constitué principalement de petits services et de commerces ; une très faible intégration régionale faute d'une politique d'ouverture internationale ; des agrégats macroéconomiques fortement dépendants des facteurs extérieurs...D'où l'urgence et l'importance de la diversification de l'économie nationale.

Cet impératif s'est traduit par un nouveau modèle de croissance économique adopté récemment (2016), lequel modèle s'appuie, d'une part sur une approche rénovée de la politique budgétaire avec une trajectoire 2016-2019, et d'autre part sur une perspective de diversification et de transformation de l'économie à l'horizon 2030. En effet, un effort colossal est sollicité afin de redynamiser le tissu productif existant et l'inscrire dans une

² François Ngangoue, Planifier et organiser la diversification économique en Afrique centrale, disponible sur <https://www.cairn.info> Article consulté le 15/09/2017

³ Alan Gelb, Diversification de l'économie des pays riches en ressources naturelles, tiré de site <http://jaga.afrique-gouvernance.net/docs/gelb2f.pdf> consulté le 03/09/2017

perspective de compétitivité et d'attractivité internationales. C'est sur cette perspective que nos voisins, ainsi que d'autres pays comme la Corée du sud, la Malaisie, ou la Turquie, ont fondé leur base productive.

Or, pour le moment, la situation paradoxale de l'économie algérienne caractérisée d'un côté d'abondance en ressources naturelles, dont l'exportation génère des revenus considérables au pays mais dont le mode de gestion est décrié par tout le monde, et de l'autre côté par un ensemble de contraintes empêchant à la mise en œuvre des leviers de la diversification croissance économique. Dès lors se pose la question suivante : qu'est-ce qui empêche l'émergence d'une économie diversifiée en Algérie ?

La réponse à cette question revient à discuter d'un certain nombre de questions qui méritent réflexion, à savoir :

- L'Algérie est-elle touchée par la malédiction des ressources naturelles ?
- Est-ce que la qualité des institutions algériennes est à l'origine de la non diversification de l'offre économique du pays ?
- L'ouverture économique est-elle un déterminant à la diversification ?

D'après la revue de la littérature et l'observation des expériences réussies de certaines économies, nous pouvons formuler les hypothèses suivantes :

- La mauvaise qualité du climat des affaires en Algérie a un impact négatif sur la diversification de l'offre économique.
- L'absence d'une politique d'ouverture internationale (d'intégration) a un impact négatif sur la compétitivité du pays et la diversification de son offre économique.

Pour pouvoir vérifier ces hypothèses, nous avons procédé, d'une part à une recherche bibliographique et documentaire autour de la thématique de la diversification afin d'identifier ses dimensions micro et macroéconomiques. Cette revue bibliographique nous a permis aussi de se focaliser sur les facteurs essentiels à l'émergence d'une économie diversifiée. Nous verrons que ces facteurs sont essentiellement institutionnels.

D'autre part, nous avons choisi de mesurer ces déterminants institutionnels en utilisant les indicateurs d'évaluation du climat des affaires selon le Doing Business afin de montrer que la faible compétitivité de l'économie algérienne a un impact négatif à l'émergence et à la diversité des acteurs économiques. Ensuite, nous avons fait le choix du benchmarking comme approche afin de montrer le retard qu'accuse l'Algérie en termes d'ouverture et d'intégration régionale, lequel retard est l'origine de la non diversification de son économie.

Introduction générale

Nous avons structuré notre mémoire en quatre chapitres :

Le premier chapitre intitulé « cadre conceptuel (niveau d'analyse) de la diversification. » présente dans un premier temps une approche théorique de la diversification, ensuite la diversification au niveau macro (en termes de politiques agricoles et industrielles).

Le deuxième chapitre présente brièvement les « les approches théoriques de la diversification ». Ce chapitre est subdivisé en deux sections : la première traite du paradigme des ressources naturelles et la deuxième est consacré aux approches institutionnalistes de la diversification.

Le troisième chapitre intitulé « l'économie algérienne un potentiel de ressources mais un cadre institutionnel défavorable » sera axé, dans la première section, sur l'état des ressources naturelles et du tissu économique en Algérie, et dans la seconde section sur le contexte institutionnel de la diversification : évaluation du climat des affaires.

Le quatrième chapitre, intitulé « Enjeux de l'ouverture internationale et son impact sur les exportations », est divisé en deux sections : la première a trait aux enjeux de l'ouverture internationale de l'économie algérienne et la seconde est consacré à l'impact de cette ouverture sur l'exportation de pays, en s'inspirant de quelques expériences réussies.

Enfin nous terminerons notre travail par une conclusion générale dont laquelle nous présenterons les principaux résultats de notre recherche.

Chapitre 1 : la diversification micro et macro économique: cadre conceptuel

Chapitre 1: cadre conceptuel : la diversification micro et macro économique

Chapitre 1 : cadre conceptuel : la diversification micro et macro économique

Selon Schuh et Barghouti (1988), « La diversification économique est le processus de transformation structurelle d'une économie qui migre d'un tissu économique dominé par les secteurs d'activités primaires (ressources naturelles, agriculture, etc.) vers les secteurs secondaires (industrie de transformation, manufactures, etc.) et tertiaires (commerce, tourisme, etc.) »¹.

Ce chapitre a pour objet de présenter les cadres conceptuel et théorique de la diversification. Nous essayerons d'identifier ses dimensions et ses niveaux d'analyse. Ainsi, dans une première section, nous rappellerons la notion de diversification au niveau de l'entreprise. Dans une seconde section, nous présenterons la diversification du point de vue macro-économique. A travers ce chapitre, nous comprendrons la multi-dimensionnalité du concept de diversification.

Section1 : La diversification au niveau de l'entreprise

Dans cette section, nous allons définir la notion de la diversification. Ensuite, nous présenterons ses différentes formes, ses objectifs, avantages et inconvénients.

1.1. Définitions et formes de diversification :

1.1.1. Définitions :

Plusieurs auteurs sont intéressés par la diversification et plusieurs d'entre eux ont donné des définitions de cette dernière, et parmi ces définitions on note celle de Kotler et Dubois (2006) et qui l'explique comme une stratégie à travers laquelle une entreprise élargie ses possibilités d'offre afin de se garantir contre les variations des événements économiques et les goûts des consommateurs².

La stratégie de diversification repose sur le fait de développer ou d'acquérir de nouvelles activités, ou de les étendre sur de nouvelles zones géographiques. Elle désigne l'élaboration

¹Schuh, E., & Barghouti, S. (1988), « Agricultural diversification in Asia », Finance and Development, pp. 2541-2544. Cité par PATERNE NDJAMBOU « Diversification Economique Territoriale » Thèse de doctorat, université de Québec, Octobre 2013.

²STRATEGOR (2000), politique générale de l'entreprise, 3ème édition, Dunod, Paris, Page 69.

Chapitre 1: cadre conceptuel : la diversification micro et macro économique

de produits innovants sur de nouveaux marchés³. A la différence de la spécialisation, qui nécessite la mise en œuvre d'un ensemble de savoir-faire unique, l'entreprise qui opte pour la diversification doit maîtriser de nouvelles compétences pour réussir dans le ou les nouveaux domaines d'activités stratégiques.

1.1.2. Les formes de la diversification :

Il s'agit d'une stratégie qui peut revêtir des formes multiples, Selon Igor Ansoff, une diversification dépend en effet de différents facteurs. Il définit quatre types de diversification : horizontale, verticale, concentrique, et conglomérée⁴ :

- **La diversification horizontale** : se lancer dans des produits nouveaux, à technologie identique ou non, pour une même base de clientèle.
- **La diversification verticale** : cette diversification se traduit par l'acquisition d'un maximum d'acteurs d'une même filière. l'entreprise englobe dans ses activités les tâches habituellement réalisées par des sous-traitants. On parle alors d'intégration en aval. A l'inverse, elle peut privilégier un contact direct avec ses clients, C'est ce qu'on appelle l'intégration en amont.
- **La diversification concentrique** : les produits nouveaux, à technologie identique ou non, s'adressent à des clients nouveaux pour l'entreprise.
- **La diversification hétérogène ou conglomérale** : le produit, le marché et la technologie sont simultanément nouveaux pour l'entreprise.

On peut également raisonner en termes de finalités poursuivies ou de contextes dans lesquels se trouvent les entreprises lorsqu'elles décident de se diversifier. Il peut ainsi s'agir d'une diversification défensive motivée par la nécessité de compléter ou remplacer une activité de base défaillante, ou d'une diversification offensive destinée à profiter d'un avantage concurrentiel et à maîtriser de nouvelles technologies.

Dans le même ordre d'idées, la diversification peut correspondre à un simple placement de ressources disponibles, à un redéploiement lorsque l'activité initiale n'offre plus de

³DIEMER Arnaud, économie d'entreprise, IUFM d'Auvergne. Tiré du site <http://www.oeconomia.net/private/cours/fonctionressourceshumaines.pdf>, Consulté le 24/04/2017.

⁴Frédéric LEROY, les stratégies de l'entreprise, édition DUNOD, 2e édition, paris, 2004, p 75.

Chapitre 1: cadre conceptuel : la diversification micro et macro économique

perspectives de développement suffisantes, ou constituer une nécessité pour la survie lorsque l'entreprise est mal positionnée.⁵

1.2. Les objectifs de la diversification :

En se diversifiant, une entreprise s'ouvre à de nouveaux marchés, et engrange donc de nouveaux profits ; cela peut aussi avoir comme effet d'améliorer son image de marque, et ainsi attirer de nouveaux clients connaisseurs de la qualité des produits d'ores et déjà fournis par cette entreprise. Vendre sur de différents marchés, c'est aussi un moyen de réduire les risques de faillite de l'entreprise si un des marchés de l'entreprise s'écroule⁶.

Il est louable ici de dire que, l'objectif est tout résultat qu'une organisation vise à réaliser afin de maximiser son profit tout en satisfaisant ses clients par ses offres. Toutefois, l'objectif sera déterminé sur plusieurs plans :

1.2.1. Objectifs stratégique et concurrentiel :

- **Sur le plan stratégique :**

L'analyse stratégique se fonde sur un ensemble de mesures préventives et défensives qui modifie la structure des influences, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise.

Nous reconnaissons avec martinet (1987) que « la seule raison d'être de la pensée stratégique réside dans une compréhension suffisante de la réalité pour forger des instruments de maîtrise de développement de l'entreprise »⁷, la diversification se perçoit ici comme l'élargissement du champ d'activité de l'entreprise lui permettant de se développer sur le long terme, Seule garante de sa pérennité. La diversification permettra ici à l'entreprise de maintenir une distance avec ses principaux concurrents. La diversification de l'entreprise dépend ainsi de sa capacité à créer de la valeur pour sa clientèle actuelle et potentielle. Elle s'inscrit dans la recherche de la compétitivité par l'identification des sources de valeurs.

⁵DIEMER Arnaud, économie d'entreprise, IUFM d'Auvergne. Tiré du site <http://www.oeconomia.net/private/cours/fonctionressourceshumaines.pdf>, Consulté le 24/04/2017.

⁶ Raphaël Baron, Monographie-Pourquoi une entreprise cherche-t-elle à se diversifier ?, INSA de Rennes. Disponible sur le site http://diversification.insa-rennes.fr/wp-content/uploads/2013/04/monographie_diversification_entreprises.pdf consulté le 25/04/2017

⁷ JEAN Louis, 100 fiches pour comprendre la stratégie d'entreprise, Bréal, France, 2002.

Chapitre 1: cadre conceptuel : la diversification micro et macro économique

- **Sur le plan concurrentiel :**

Porter(2000) a su réinsérer l'entreprise dans son milieu concurrentiel, pour lui « la recherche de la performance ne dépend plus de la seule action de la firme, mais de ses capacités à s'accommoder, voir à s'approprier les règles du jeu concurrentiel dans un secteur »⁸.

Les entreprises doivent donc au préalable analyser en profondeur leur position concurrentielle afin de mettre en place une stratégie de diversification apte et adaptée à leur situation et pouvant ainsi conduire à l'exploitation d'un potentiel existant et le développement de nouvelles formes d'avantages organisationnels et économiques.

1.2.2. Les objectifs organisationnels et économiques :

- **Sur le plan organisationnel :**

Orsini (1987) admet ici que « la réussite d'une entreprise, sa prospérité passent nécessairement par une bonne organisation qui améliore sa productivité »⁹.

La diversification qui intègre de nouvelles compétences dans la gestion de nouveaux domaines d'activité, favorise les synergies entre anciennes et nouvelles activités permettant une bonne circulation de l'information au sein de la structure. La flexibilité de la structure dans la gestion de ses activités permet à celle-ci de s'adapter à l'évolution de l'environnement, et reflète souvent mieux la perspective de la croissance économique.

- **Sur le plan économique :**

L'un des éléments qui guident l'appréciation de l'entreprise est la mesure de l'indicateur économique. Cette mesure passe par l'analyse de la rentabilité ou du rendement. La rentabilité étant considérée comme un bénéfice net réalisé sur une opération ou une transaction commerciale.

Ainsi, la diversification qui est une stratégie de minimisation du risque en garantissant un rendement meilleur, est une issue par laquelle les entreprises peuvent accroître leur rendement en mettant en place de nouvelles offres aussi attrayantes et compétitives. Cette compréhension

⁸PORTER, Avantage concurrentiel, economica, Paris, 2000.

⁹ FELIX Orsini, Co responsable de l'organisation mondiale corporate, Lavoiserie, Paris, 2005.

Chapitre 1: cadre conceptuel : la diversification micro et macro économique

de l'objectif de la notion de diversification nous amène à nous intéresser aux composantes de ce concept.

1.3. Les avantages et inconvénients de la stratégie de diversification :

La diversification présente des avantages et inconvénients :

1.3.1. Les avantages de la diversification :

La diversification présente de nombreux avantages qui permettent de renforcer la position concurrentielle de l'entreprise ¹⁰:

- L'accroissement du pouvoir du marché : les groupes diversifiés s'appuient sur leur taille et la variété de leurs métiers pour accentuer la pression sur les entreprises qui sont spécialisées dans une seule activité. Un groupe diversifié peut aussi espérer bénéficier de relations avantageuses avec des entreprises partenaires (clients ou fournisseurs) qu'il a intégrées ;
- L'internalisation de transactions à moindre coût : un groupe diversifié peut profiter de transactions internes plus avantageuses qu'elles ne le sont sur le marché. Il bénéficie d'une information plus complète que celle dont il disposerait sur le marché des capitaux ou du travail. Il agit comme un mini-marché interne qui répartit ses ressources entre les différentes activités ;
- Les économies d'éventail ou de champ : une même ressource peut être utilisée pour fabriquer des produits ou des services différents. Le coût de cette ressource est alors étalé sur plusieurs catégories de produits et sur des volumes plus importants. L'entreprise diversifiée profite ainsi d'un avantage sur l'entreprise spécialisée ;
- La diversification du risque : en se diversifiant, l'entreprise répartit le risque. L'échec d'une activité (retournement de conjoncture, arrivée de nouveaux entrants...) peut alors être compensé par les autres métiers du groupe.

1.3.2. Les problèmes soulevés par la diversification :

Cette stratégie présente aussi des inconvénients pour l'entreprise qui entraîne 4 sortes de risques tels que¹¹ :

¹⁰Frédéric LEROY, Op Cit, p 76-77.

Chapitre 1: cadre conceptuel : la diversification micro et macro économique

- Le premier risque est celui d'une réaction des concurrents déjà installés sur le marché. Ceux-ci peuvent engager des actions de riposte (baisse brutale des prix) ou élever des barrières à l'entrée (bloquer le réseau de distribution, imposer de gros investissements).
- Le second risque est que le nouvel arrivant entraîne un excès d'offre sur le marché, provoquant une mévente, la guerre des prix et des luttes commerciales.
- Le troisième risque est lié aux coûts d'entrée sur le marché : capitaux nécessaires en immobilisations, en stocks, en dépenses commerciales... Ces coûts d'entrée risquent d'être trop élevés par rapport aux capacités financières de l'entreprise.
- Le dernier risque tient aux pertes de démarrage. Elles proviennent du fait que le produit est en phase de lancement et que les volumes sont faibles, d'où des surcoûts en raison de l'absence d'économies d'échelle et d'apprentissage. Ainsi l'absence de maîtrise par une firme de la totalité des compétences nécessaires à l'exercice d'un nouveau métier peut lui infliger des handicaps concurrentiels insurmontables.

Pour minimiser ces risques, l'entreprise doit découvrir les métiers où le marché est peu concurrentiel, et pour lesquels elle dispose d'une partie des compétences nécessaires. L'entreprise s'orientera de préférence vers des secteurs nouveaux, à excès de demande et à croissance rapide, avec une offre très dispersée¹²

A travers cette section nous avons en un premier temps défini les déterminants de la diversification économique ainsi que toutes les typologies liées à cette notion dont nous avons retenu que celle-ci présente un certains nombres d'avantages et aussi d'inconvénients qui permettent de renforcer ou d'affaiblir la position concurrentielle de l'entreprise.

¹¹DIEMER Arnaud, économie d'entreprise, IUFM d'Auvergne. Tiré du site <http://www.oeconomia.net/private/cours/fonctionressourceshumaines.pdf>, Consulté le 24/04/2017.

¹² Idm

Chapitre 1: cadre conceptuel : la diversification micro et macro économique

Section 2 : La diversification au niveau macro : les politiques agricoles et industrielles

Contrairement au niveau microéconomique où la diversification concerne le développement des entreprises, la diversification sur le plan macroéconomique s'applique au développement des territoires (collectivités, régions, pays). Dès lors, la diversification prendra la forme spécifique au territoire. En d'autres termes, la multidimensionnalité de la diversification vient de la diversité des expériences et des pratiques propres à chaque pays. D'où les diversités des politiques économiques (agricole, industrielle, énergétique...).

2.1. La diversification agricole

Autrement appelée la révolution verte qui est une politique de transformation des agricultures de pays donnés soit développés ou en voie de développement, car il s'agit bien d'une activité porteuse et source d'avenir radieux pour ceux qui en vivent et pour l'économie du pays en question, pour qu'elle soit accompagnée par les pouvoirs publics dans ses divers projets. La « révolution verte » désigne le boom technologique réalisé en agriculture au cours de la période 1960-1990 au niveau mondial à la suite d'une volonté politique et industrielle, appuyé sur les progrès scientifiques et techniques réalisés dans le domaine de la chimie et des engins agricoles durant la première guerre mondiale et poursuivis durant l'entre deux guerres, ce qui a contribué à la révolution verte aussi et l'utilisation des engrais minéraux et des produits phytosanitaires, de la mécanisation et de l'irrigation.

2.2. La diversification de l'industrie

L'industrialisation, conçue à la fois comme une multiplication des activités industrielles et comme transformation des processus de production par utilisation de machines. Elle constitue un moyen de moderniser sa structure de production. On en distingue trois dimensions, notamment la substitution des importations, les industries industrialisantes et la substitution des exportations¹³.

- **L'industrialisation par la substitution des importations (ISI) :** Cette stratégie d'industrialisation est la solution proposée par les structuralistes pour accélérer le développement des pays du Sud.

¹³Bernard conte « Les stratégies d'industrialisation » Tiré du site internet : http://conte.u-bordeaux4.fr/Enseig/Lic-ecod/docs_pdf/stratindus.htm, Consulté le 28/04/2017.

Chapitre 1: cadre conceptuel : la diversification micro et macro économique

- **L'industrialisation par des industries industrialisantes** est le fruit des théories les plus radicales du sous-développement. En effet, elle est censée réduire rapidement la dépendance vis à vis des pays du Nord et conduit à l'indépendance économique, financière et technologique du pays, compléments nécessaires à l'indépendance politique.
- **La substitution des exportations** ou bien industrialisation par promotion des exportations. Il s'agit de remplacer les exportations traditionnelles par de nouvelles en profitant de la dynamique des avantages comparatifs comme les faibles coûts de main d'œuvre, l'exploitation et la valorisation progressive des matières premières. Ainsi, dans un premier temps, le pays exploite sa main d'œuvre sur le marché pour produire et exporter des produits à faible valeur ajoutée. Par la suite, il entame une diversification par branche et une hausse de filière vers la production de biens à plus forte valeur ajoutée comme les biens de consommation durable, intermédiaire, et biens d'équipement.

Nous avons traité dans cette section la théorie de l'avantage comparatif qui nous indique que la spécialisation est favorable à l'efficacité économique et qui affirme qu'un pays doit produire là où il est le meilleur pour commercer avec un pays qui a un avantage absolu différent du sein.

Conclusion

A travers ce chapitre, nous avons mis en évidence le caractère multidimensionnel du concept de diversification, et ce, par rapport aux deux niveaux d'analyse micro et macroéconomiques. Dans chacun de ces niveaux, les formes de diversifications sont nombreuses.

Ce chapitre met aussi en évidence le caractère processuel de la diversification, au sens où elle est considérée comme un processus de transformation structurelle et dynamique d'une économie.

Enfin, ces caractéristiques multidimensionnelles et processuelles de la diversification expliquent la diversité des approches théoriques de la diversification et c'est l'objet du chapitre suivant.

Chapitre 2 : Les approches théoriques de la diversification

Chapitre 2. Les approches théoriques de la diversification

Ce chapitre a pour objet d'exposer les principales approches théoriques de la diversification. Nous essayons d'expliquer leurs apports dans la compréhension du phénomène de diversification, notamment au niveau macroéconomique, tout en soulignant aussi les limites de chaque approche. La première section est consacrée à la présentation de l'approche de la malédiction des ressources naturelles et les différents concepts liés à cette dernière ainsi que les auteurs qui sont intéressés à ce paradigme. Dans une seconde section, l'apport de l'approche institutionnaliste sera mis en évidence. A travers ce chapitre nous comprendrons que la dotation en ressources naturelles peut nuire à la croissance économique d'un pays faute d'une bonne gouvernance. De même, de mauvaises institutions peuvent être à l'origine d'une économie non diversifiée.

Section 01 : Théorie de la malédiction des ressources naturelles

Certains pays dotés en ressources naturelles (pétrole, gaz, ou minerais) se retrouvent pauvres par rapport à d'autres pays qui n'ont pas cette richesse. De nombreux travaux empiriques ont été avancés afin d'expliquer le lien existant entre les ressources naturelles et la croissance de PIB. Dans cette section nous allons essayer d'expliquer comment ces ressources naturelles peuvent être une malédiction plutôt qu'une bénédiction.

1.1. Définition de la malédiction des ressources naturelles

La malédiction des ressources naturelles telle que popularisée par Sachs et Warner, en 1995, signifie que les pays riches en ressources naturelles se retrouvent pauvres à cause de cette richesse. Il s'agit d'une relation négative entre l'abondance en ressources naturelles et la croissance économique. Leur découverte est partie d'une observation du fait que depuis les années 1970¹, les économies riches en ressources naturelles ont eu une croissance économique plus faible que les économies moins abondantes en matières premières.

Sala-i-Martin (1997) et Doppelhofer montrent que la malédiction des ressources naturelles est due à leurs effets sur les institutions du pays et ils confirment aussi que les ressources naturelles sont empiriquement importantes dans l'étude de la croissance².

¹ Vanessa Nobre Fines disponible sur le site <https://www.academia.edu> PDF consulté le 03/03/2017

² Nzimbu-Makamu, Blavasky tiré de site <https://www.ruor.uottawa.ca.pdf>, Consulté le 03/03/2017.

Bravo-Ortega et de Gregorio (2005) affirme quant à eux que les ressources naturelles ont un impact positif sur le niveau de revenu, mais un impact négatif sur le taux de croissance des pays.

De plus, la malédiction des ressources naturelles, telle que présentée par Sachs et Warner, met en relation les ressources naturelles et le taux de croissance du PIB et non le niveau de revenu³. Donc selon ces auteurs mêmes si un pays est riche, il peut être touché par cette malédiction des ressources si son taux de croissance est faible.

Ces relations ont permis à plusieurs économistes d'affirmer qu'en moyenne, l'abondance en ressources naturelles constitue un handicap au développement plutôt qu'une bénédiction.

1.2 : Les apports de la théorie de la malédiction des ressources naturelles

La malédiction des ressources naturelles a lieu quand l'existence des ressources empêche la capacité du pays de développer d'autres secteurs qui sont connus pour accélérer la croissance économique. Les pays qui dépendent économiquement des ressources naturelles sont exposés à plusieurs contraintes: une augmentation de la corruption, une forte probabilité d'un gouvernement autoritaire et un risque plus élevé de guerre civile. Il est tout à fait clair que cette dépendance excessive puisse nuire à la croissance de ce pays, et cette abondance ne nuit pas directement à la croissance, mais aux actes pour exclure l'activité qui conduit à la croissance dans un pays. Il y a différents déclencheurs de croissance, où pour chacun, il y a une théorie d'accompagnement quant à la façon dont elle peut être évincée par un grand secteur primaire (Sachs et Warner, 2001)⁴.

Ces pays ont intérêt à chercher et à encourager d'autres secteurs de l'économie, car le fait de ne compter que sur les revenus qui proviennent des ressources naturelles renforce le risque de l'apparition du modèle de « l'État rentier »⁵, de ce fait, seule une petite partie de la population active est impliquée dans la génération de la rente et le plus important le majeur bénéficiaire de cette rente est le gouvernement, et le mauvais investissement de ces revenus n'encourage pas non plus l'émergence de ces pays.

³ VÉRONIQUECHRISTOPHE disponible sur le site : <http://economie.esg.uqam.ca/upload/files/memoires/> PDF consulté le 03/03/2017

⁴ Traduit à partir de site <https://translate.google.dz/translate?hl=fr&sl=en&u=http://www.earth.columbia.edu/sitefiles/file/about/director/pubs/EuroEconReview2001.pdf&prev=search>, Consulter le 30/03/2017.

⁵OP Cite, Consulté le 03/03/2017.

Les pays dont l'économie est fondée sur le commerce des matières premières ne leur permet pas de se diversifier, ni de s'industrialiser ou de produire suffisamment d'emplois, et elles ressentent plus fortement la fluctuation des prix, cette volatilité des prix engendre à son tour la faible croissance puisqu'elle entraîne des incertitudes et des risques. De même, les pays riches de ressources ont souvent des institutions plutôt faibles, caractérisées par la recherche de rentes et une structure oligarchique du pouvoir⁶. Cela rend plus difficiles l'application de mesures économiques et l'émergence d'un climat d'affaires sain.

La malédiction des ressources peut aussi se manifester par la détérioration des institutions des pays, causant alors un ralentissement économique, comme elle peut se manifester par l'augmentation des exportations de matière première du pays qui engendre l'appréciation de sa monnaie nationale ce qui dégrade la compétitivité des autres secteurs de l'économie qui serait une entrave à l'émergence de l'économie de ce pays, ce qui est appelé la maladie hollandaise⁷.

1.3. Les limites de l'approche

Certains économistes considèrent que les ressources naturelles sont un moteur à la croissance économique plutôt qu'une malédiction, de plus ils affirment aussi que les ressources naturelles sont indispensables au développement économique d'un pays. Si on raisonne au niveau global, il ne peut pas y avoir d'activité économique sans matières premières. La croissance économique moderne (Kuznets) repose sur les ressources naturelles (charbon, pétrole, gaz...)⁸.

Sous un certain angle, les ressources naturelles sont considérées comme un avantage en termes de coûts de production pour une économie nationale, de manière implicite comme chez Ricardo (les avantages comparatifs) pour les pays qui les possèdent en grande quantité. L'utilisation pertinente de la rente provenant des ressources naturelles n'est pas essentiellement nuisible pour le développement économique et ne constitue en aucun cas un frein pour la croissance, mais c'est l'utilisation désorientée de l'homme qui la rend ainsi. Pour plusieurs économistes, l'exportation de la matière première était positive pour les économies en développement, car elle compensait la rareté relative des capitaux internes, tout en attirant

⁶ Louis-Marie Philippot tiré de site <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00553629/document>, Consulté le 04/03/2017.

⁷ OP Cite, Consulté le 04/03/2017.

⁸ Leçon CAMES disponibles sur le site <http://idesuf.u-bordeaux4.fr>, Consulté le 04/03/2017

les investissements étrangers. Et dépendamment de la qualité des institutions, les revenus fiscaux perçus pourront servir à financer les services publics (Ross, 1999).

Les résultats de recherche de Stijns (2005) et de Brunnschweiler (2006) suggèrent que les ressources naturelles n'ont pas nécessairement un impact négatif sur l'économie d'un pays. Au lieu de cela, il est censé ajouter une contribution significative au bien-être d'un pays.

Brunnschweiler et Bulte (2006) ont fortement critiqué la théorie de la malédiction des ressources naturelles défendue par Sachs et Warner en déclarants qu'il s'agissait en réalité d'une fausse piste destinée à dévier l'attention des vrais problèmes en matière de développement. Ils soutiennent que les indicateurs utilisés pour mesurer l'abondance des ressources naturelles mesurent davantage la dépendance envers les ressources naturelles que le développement. Après de nombreuses estimations, Brunnschweiler et Bulte (2006) arrivent à deux conclusions principales : premièrement l'abondance des ressources et les institutions déterminent la dépendance des ressources et cette dépendance n'affecte pas la croissance. Deuxièmement, l'abondance des ressources naturelles affecte positivement la croissance et la qualité institutionnelle. Gelb et Grasmann (2008) affirment en outre que des pays à fort capital humain et ayant des institutions fortes seront capables de tirer profit de leurs richesses naturelles, et citent le cas de l'Australie. Brunnschweiler (2008) avance par contre que la relation entre abondance en ressources naturelles et croissance des revenus est positive⁹.

⁹Carmen Cantuarias-Villessuzanne «La mesure économique de la dépréciation du capital minier au Pérou» disponible sur le site <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00724852/document>, Consulter le 09/04/2017.

Section 02 : les approches Institutionnalistes de la diversification

L'analyse économique des institutions fut marquée au début du XXe siècle par des travaux classés généralement comme étant hétérodoxes, tels que ceux de Veblen, Mitchell et Commons. À partir des années 1970, l'économie institutionnelle va se renouveler sous l'impulsion de nouveaux travaux que l'on regroupe de nos jours, sous l'appellation de la Nouvelle Économie institutionnelle, et parmi lesquels on trouve ceux de Coase, North, Williamson. La Nouvelle Économie institutionnelle consiste en un développement des outils néoclassiques pour l'analyse du rôle des institutions dans la coordination et la réalisation des activités économiques (North, 1993 ; Williamson, 2000).

Dans cette section, nous étudierons la relation entre la qualité des institutions et la croissance économique d'un pays. Cette relation a fait l'objet d'une abondance de travaux théoriques et empiriques. Afin, de montrer l'apport de cette approche dans la compréhension du phénomène de diversification, nous nous focaliserons sur le rôle des institutions dans la réduction de l'incertitude et du risque et, par conséquent, l'instauration d'un environnement (climat des affaires) favorable à la diversification de l'offre économique.

2.1. Définition de l'approche institutionnaliste :

La littérature emprunte généralement la définition des institutions à Douglas North. Selon lui, les institutions sont les règles du jeu dans une société, ou plus formellement, ce sont les contraintes humainement conçues, qui déterminent les interactions humaines.

Schmoller (1905), dit que l'institution est un mode d'organisation durable des interactions économiques, produit par un arrangement tacite ou explicite et -validé par un certain nombre d'individus. On note aussi que pour Schmoller, il y a une forme d'extériorité de l'institution. En d'autres termes, il y a une autonomisation des règles et des normes par rapport aux individus. Chaque institution est un système d'habitudes et de règles, que ces dernières soient morales, coutumières ou juridiques. Dans les termes de Schmoller, on comprend également qu'une institution a pour propriété d'engendrer des actions et des comportements qui la renforcent. Elle a une propension à l'auto renforcement¹⁰. Pour Williamson, les institutions sont issues des arrangements passés entre les individus pour

¹⁰Mohamed OUBEJJA, <http://www.dicopo.fr/spip.php?article127>, Consulté le 25/03/2017.

réduire les coûts de transaction. Par exemple, moi entreprise X, je produis un composant très spécifique dont certaines entreprises ont besoin pour produire un bien particulier.

North distingue deux types d'institutions : d'une part les institutions formelles qui sont des constitutions, législations et réglementations et d'autre part, les institutions informelles qui sont en fait le produit des coutumes et des croyances des individus, fermement ancrées dans la culture, et très lentes à évoluer (conventions, normes, traditions, et codes de conduite appliqués par les individus), la conception northienne de l'institution se rapproche ainsi du « point de vue empirique sur le droit » comme motif d'action des agents dans la sociologie wébérienne, cité par [Didry, 2006].¹¹

Le problème, à partir de là, c'est que les institutions ne sont pas nécessairement efficaces. Elles peuvent conduire à la croissance comme à la stagnation. En ce sens, la croissance ne va pas de soi face à la complexité de cerner ce qu'est une institution, nous optons pour une définition des institutions selon trois axes : les institutions comme « règles et contraintes », les institutions comme « instrument de gouvernance » et enfin les institutions comme « équilibre de jeux », Posner dit que le système institutionnel constitue l'existence d'un État de droit, une forme de justice « charismatique », c'est-à-dire fondée sur le sens de l'équité du juge. Ainsi, l'institution comme référence pour l'action tend chez Posner à se dissoudre dans le sens commun du juge¹².

Ce sont les économistes institutionnalistes Américains tels que Thorstein Veblen et John R. Commons qui vont mettre au centre de leurs analyses le concept d'institution. Pour Veblen, les institutions sont « des habitudes de pensée dominante à un moment donné dans une communauté » (Théorie de la classe de loisir). Commons les définit comme " l'action collective dans le contrôle, la libération et l'expansion de l'action individuelle"¹³

L'institution disciplinaire est un concept proposé par le philosophe français Michel Foucault pour penser un ensemble de lieux (prison, caserne, hôpital, usine, école...) analogues dans leur fonction : faire de l'homme un animal prévisible. Les travaux du sociologue américain Erving Goffman ont également défini le concept d'institution totale.

¹¹ Mohamed OUBEJJA, Op Cite.

¹² Cyril Hédoïn <http://www.dicopo.fr/spip.php?article127>, Consulté 28/03/2017.

¹³ Claude Ménard http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=CEP_044_0103, Consulté le 29/03/2017.

2.2. Les Apports des approches institutionnalistes

Les économistes se sont donc rapidement tournés vers des variables profondes, en particulier les variables institutionnelles pour tenter de justifier les écarts de production entre pays inexplicables par les seules variables économiques.

Désormais, l'échec de la relance économique dans un contexte de sous-développement ne s'explique plus seulement par des facteurs économiques, mais également par des facteurs non-économiques, en particulier la qualité des institutions. Et ce sont surtout les économistes d'inspiration libérale et les experts des institutions de Bretton Woods qui défendent ardemment cette nouvelle thèse.

Beaucoup de travaux empiriques ont traité la relation entre la qualité des institutions et les performances économiques. Plusieurs auteurs soutiennent l'idée selon laquelle des institutions efficaces seraient une condition nécessaire pour le succès des économies du marché. Nommons à titre d'exemples : North (1990, 1995), Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2004), Clague, Keefer et Olson (1995), Alesina et Perotti (1996). Les institutions efficaces peuvent contribuer à l'amélioration des résultats économiques et à la réussite des réformes. Certains auteurs néolibéraux comme Acemoglu, Johnson et Robinson (2004), Rodrik, Subramanian et Trebbi (2002). Ils affirment même que la qualité des institutions est essentielle non seulement pour la relance de croissance, mais surtout pour le développement. Elle est le seul facteur déterminant le niveau de développement. Les autres facteurs tels les ressources, la géographie physique, la politique économique, la géopolitique et les autres aspects de la structure sociale interne ont peu d'effets, voire aucun¹⁴.

Une spécificité de l'économie institutionnaliste est d'assumer positivement la diversité qui semble entourer la notion d'institution. Cette diversité n'est ainsi pas appréhendée comme un problème ou une inconsistance théorique, à la différence de l'opinion apparemment courante aujourd'hui.

Par ailleurs, parmi les études empiriques les plus robustes consacrées à la relation entre les institutions et la croissance, il y a celles publiées par le FMI et la Banque Mondiale

¹⁴ Brahim EL MORCHID, La renaissance et la relance des économies africaines, disponible sur <https://www.codesria.org/IMG/pdf/papers2.pdf>, Consulter le 09/09/2017.

Selon le FMI, compte tenu de la mobilité du capital international, les estimations sur les réalités institutionnelles et la façon dont elles sont perçues peuvent jouer un rôle majeur dans la capacité d'un pays à attirer et à retenir des flux d'investissements. L'étude du FMI arrive à la conclusion suivante : Le revenu par tête pourrait augmenter en moyenne de 80% (c'est-à-dire d'environ 800 à plus de 1400 dollars par an) si les institutions en Afrique subsaharienne s'amélioraient pour atteindre le niveau de celles de l'Asie en développement. Et cette dernière pourrait en gros doubler ses revenus si ses institutions étaient renforcées au niveau moyen de l'échantillon (Edison 2003 :3). L'étude montre également que les institutions exercent un effet robuste et significatif sur la croissance du PIB par habitant. La croissance annuelle du PIB par habitant augmenterait de 1,7 point si la qualité des institutions atteignait la moyenne de l'échantillon. Les résultats de ladite étude indiquent enfin que les institutions ont un effet marqué sur l'instabilité de la croissance. Plus la qualité des institutions augmente, moins la croissance est instable¹⁵.

En outre, la recherche sur les pays qui ont d'abondantes ressources naturelles, telles que le Botswana et la Norvège (Larsen, 2006), pointait sur la même conclusion: les institutions fortes dans ces pays les ont aidé à échapper à la malédiction des ressources¹⁶

Les institutions peuvent jouer un rôle décisif dans la détermination de la qualité des ressources ; si les ressources naturelles sont canalisées vers une croissance économique positive: un niveau institutionnel élevé dans un pays avec des ressources abondantes peut transformer la malédiction des ressources en une bénédiction.¹⁷

2.3. Les limites des approches institutionnalistes

Solow note que ce sont les facteurs macroéconomiques qui expliquent la croissance économique. Et pour cela il a établi un modèle « modèle de Solow » pour étudier la relation entre les facteurs macroéconomique et la croissance économique et ce modèle est basé sur cinq équations macroéconomiques¹⁸ :

¹⁵ Idm

¹⁶ Traduis à partir du site :

https://books.google.dz/books?hl=fr&lr=&id=OjFhOQMek4oC&oi=fnd&pg=PR9&dq=How+institutions+have+inflated+the+economy&ots=u9aMuP11dy&sig=RCQLzvBRHo4xdKhJWyFskggZgq0&redir_esc=y#v=onepage&q=How%20institutions%20have%20inflated%20the%20economy&f=false Consulté le 01/04/2017.

¹⁷ Traduit à partir de site

https://books.google.dz/books?hl=fr&lr=&id=wiTnUn5qGsC&oi=fnd&pg=PA38&dq=How+institutions+have+inflated+the+economy&ots=safLiKs0eb&sig=4137NecJXN6e1hmTubm5-e2V2nw&redir_esc=y#v=onepage&q=How%20institutions%20have%20inflated%20the%20economy&f=false Consulté le 01/04/2017.

¹⁸ Op cite, Consulté le 09/09/2017.

- une fonction de production ;
- une équation comptable sur le PIB ;
- une équation d'épargne
- une équation d'évolution du capital
- une équation d'évolution de la force de travail.

Hall et Jones (1999) montrent, à partir d'un large échantillon de 133 pays, que les différences observées dans l'intensité du capital physique ainsi que dans le niveau d'éducation réalisé, expliquent uniquement une petite fraction dans les différences constatées des niveaux d'output par travailleur à travers les pays. Ils montrent alors que ce sont les différences dans l'infrastructure sociale (institutions et politique gouvernementale) à travers les nations qui expliquent les différences constatées dans l'accumulation du capital, le niveau d'éducation réalisé et la productivité, lesquelles expliquent la disparité dans le niveau de revenu et de développement des pays¹⁹.

Conclusion

Par ce chapitre nous avons expliqué que les ressources naturelles, par leur abondance, ont une tendance à influencer la croissance à la hausse ou à la baisse, en fonction du mode de gouvernance en place. En effet, une bonne/mauvaise qualité des institutions peut représenter un déterminant/obstacle à la croissance économique d'un pays et évidemment à sa diversification économique.

Ces affirmations seront validées dans l'étude du cas de l'Algérie. C'est l'objet du chapitre qui suit.

¹⁹ Cours de Mr DIEMER, ECONOMIE GENERALE, <http://www.oeconomia.net/private/cours/economiegenerale/CAPET/04.croissance.pdf> consulté le 10/09/2017

Chapitre 3 : L'économie algérienne : un potentiel de ressources mais un cadre institutionnel défavorable

Chapitre 3 : L'Économie Algérienne : un potentiel de ressources mais un cadre institutionnel défavorable

Chapitre 3 : L'économie algérienne : un potentiel de ressources mais un cadre institutionnel défavorable

Ce chapitre a pour objet de montrer pourquoi l'Algérie, malgré le potentiel de ressources naturelles dont elle dispose, le pays n'arrive pas à diversifier son économie, en général, et sa production en particulier. Nous verrons que les obstacles à la diversification économique sont essentiellement liés au cadre institutionnel et au climat des affaires défavorables.

Ainsi, dans une première section, nous ferons état des ressources naturelles dont recèle l'Algérie ainsi qu'une description sommaire de la structure de son tissu productif. Il s'agira de mettre en évidence le paradoxe relevé par la littérature, notamment le paradigme de la malédiction, à savoir une abondance des ressources naturelles avec une structure économique non diversifiée et en déclin. Dans la deuxième section, nous ferons le choix de certains indicateurs de mesure de la qualité des institutions afin d'évaluer le climat des affaires en Algérie et de montrer, par conséquent, que ce contexte n'est pas favorable à la diversification de l'offre économique. Cette évaluation sera illustrée par la comparaison qui sera effectuée avec d'autres économies voisines.

Section 01 : L'état des ressources naturelles et du tissu économique en Algérie

Dans cette section, nous présenterons la diversification des ressources naturelle en Algérie ainsi que son tissu économique qui est dominé par les PME. L'Algérie a un potentiel de ressources qu'elle n'exploite pas pour améliorer sa situation économique.

1.1. Etat des ressources naturelles en Algérie : un potentiel diversifié

1.1.1. Les reliefs :

- **L'ensemble tellien et littoral :**

Les collines et littoral algérien représente le Nord de l'Algérie Cet ensemble représente 4% du territoire. Il est composé d'un espace littoral d'une largeur de 80 à 180 Km sur une longueur de 1.200 Km et d'une chaîne de montagnes telliennes qui contiennent divers bassins et plaines intérieures riches.

Chapitre 3 : L'Economie Algérienne : un potentiel de ressources mais un cadre institutionnel défavorable

Il est constitué en 25 wilayas sur 48 Wilayas algériennes, il regroupe plus de 60% de la population algérienne¹.

- **Les hauts plateaux :**

Cet ensemble qui occupe 9% du territoire algérien est constitué par un ensemble de hauts plateaux et de plaines semi-arides, limité au nord par les chaînes côtières de l'Atlas Tellien et au sud par l'Atlas saharien. Cette zone est caractérisée par la présence des chotts (des lacs salés) au potentiel hydraulique souterrain. Cet ensemble contient la majeure partie du patrimoine agricole avec 5 millions d'hectares².

- **Le Sahara:**

Il représente 86% de la superficie de l'Algérie. Il se caractérise par les fortes amplitudes thermiques et l'aridité extrême de son climat. Cet ensemble bénéficie toutefois, de ressource hydraulique importante mais non renouvelable.

Le Sahara se compose pour une grande part de plateaux rocheux et de plaines caillouteuses³.

1.1.2. Faune et flore :

L'Algérie dispose d'énormes variétés animales et végétales, sa biodiversité globale compte environ 16000 espèces, mais l'économie algérienne n'utilise que moins de 1% de ce total⁴.

1.1.3. Les ressource en eau :

Le potentiel de l'Algérie en eau de surface est de 8 milliards de m³ par an pour un module pluviométrique de 46 milliards, soit une année à faibles pluies.

¹Neutralité en matière de dégradation des terres Tiré du site <http://www.unccd.int/en/programmes/RioConventions/RioPlus20/Documents/LDN%20Project%20Country%20Reports/algeria-ldn-country-report-final-draft.pdf>, Consulté le 15 /05/2017.

²AIT ATMANE Foudil, L'allocation optimale des ressources naturelles, <https://manifest.univ-ouargla.dz/pdf> Consulté le 16/05/2017.

³ Neutralité en matière de dégradation des terres tiré de site <http://www.unccd.int/en/programmes/RioConventions/RioPlus20/Documents/LDN%20Project%20Country%20Reports/algeria-ldn-country-report-final-draft.pdf>, Consulté le 21/05/2017.

⁴Idm

Chapitre 3 : L'Economie Algérienne : un potentiel de ressources mais un cadre institutionnel défavorable

Pour ce qui est des eaux souterraines, leurs réserves permettent d'exploiter un volume annuel de quelques 6,8 milliards de m³ et elles exigent, par conséquent, de coûteux forages⁵.

1.1.4. Pêche :

L'Algérie pays riverain de la méditerranée qui dispose d'une façade maritime de 1600 Kilomètre de ligne de côte. Cette dernière recèle de ressources halieutiques diverses (petits pélagiques, mollusques, crustacés, et grands pélagiques), de potentialité de pêche qui s'étale sur 9.5 millions d'hectares et un stock halieutique évalué à 500 000 tonnes dont plus de 220 000 exploitables⁶.

1.1.5. Les réserves de l'Algérie en matière d'hydrocarbures :

Elle occupe la 15ème place en matière de réserves pétrolières, la 18e en matière de production et la 12e en exportation. Ses capacités de raffinage peuvent atteindre 22 millions de tonnes/an.

Concernant le gaz, l'Algérie occupe la 7e place dans le monde en matière de ressources prouvées, la 5e en production et la 3e en exportation. Véritable géant énergétique, l'Algérie, forte de 50 % des réserves, de 48 % de la production totale et de l'impressionnant taux de 94 % des exportations de gaz naturel. Elle est classée premier producteur et exportateur de pétrole et de gaz naturel dans la Méditerranée.

Outre ces deux richesses, l'Algérie recèle dans son sous-sol d'immenses gisements de phosphate, de zinc, de fer, d'or, d'uranium, de tungstène, de kaolin, etc⁷.

1.1.6. Les sols en Algérie :

La superficie totale de l'Algérie qui est de l'ordre de 238 millions d'hectares qui se distingue en deux grandes catégories, à savoir les terres utilisées par l'agriculture ou superficie agricole total(42 444 350 ha)et les autres terres (195 729 750 ha).

L'Algérie vise à élargir la superficie des terres agricoles irriguées pour renforcer la production agricole et ainsi assurer la sécurité alimentaire⁸.

⁵Mounir Khaled BERRAH, statistique sur l'environnement, disponible sur ons@ons.dz Pdf Consulté le 23/05/2017.

⁶Idm

⁷Idm

1.1.7. Potentiel des énergies renouvelables en Algérie :

- **Potentiel solaire :**

Par sa situation privilégiée, et un territoire composé à 86% de désert saharien, l'Algérie dispose du plus grand gisement solaire du bassin méditerranéen⁹.

- **Le potentiel éolien :**

Ce potentiel énergétique convient parfaitement pour le pompage de l'eau particulièrement sur les Hauts Plateaux. Au Sud, la vitesse moyenne des vents dépasse les 4m/s, plus particulièrement au sud-ouest, avec des vents qui dépassent les 6m/s dans la région d'Adrar, et le Grand Sud (>8m/s)¹⁰.

- **Potentiel de l'Energie Géothermique :**

Plus de 200 sources d'eau chaude ont été répertoriées dans le nord-est et le nord-ouest de l'Algérie. Environ 33% d'entre elles ont des températures supérieures à 45° (65°C dans la région de l'Ouest, 80°C dans la région Centre, 94°C pour la région de l'Est et 50°C en moyenne dans le Sud) Il existe des sources à hautes températures pouvant atteindre 118°C à Biskra¹¹.

- **Potentiel Hydraulique :**

Les ressources de surface décroissent du nord au sud. On évalue actuellement les ressources utiles et renouvelables de l'ordre de 25 milliards de m³, dont environ 2/3 pour les ressources en surface. 103 sites de barrages ont été recensés. Plus de 50 barrages sont actuellement en exploitation¹².

De ce qui précède, nous nous sommes contentés de rappeler quelques chiffres suffisants pour se rendre compte de la diversification du potentiel de ressources naturelles dont recèle

⁸Mounir Khaled BERRAH, statistique sur l'environnement, disponible sur ons@ons.dz Pdf Consulté le 28/05/2017.

⁹ BENNACER Nasreddine, L'allocation optimale des ressources naturelles. <https://manifest.univ-ouargla.dz> pdf Consulté le 28/05/2017.

¹⁰IDM

¹¹AIT ATMANE Foudil, L'allocation optimale des ressources naturelles, <https://manifest.univ-ouargla.dz> pdf Consulté le 16/05/2017

¹²Idm

Chapitre 3 : L'Economie Algérienne : un potentiel de ressources mais un cadre institutionnel défavorable

l'Algérie, tout en sachant que la description n'est pas exhaustive et que ce potentiel est nettement plus important que celui présenté ci-dessus.

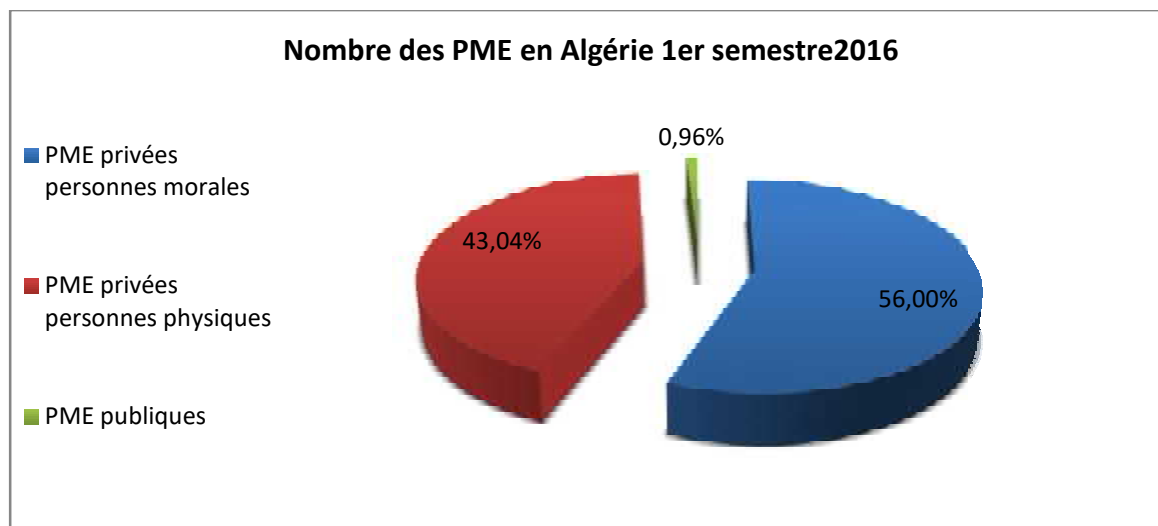
1.2. Le tissu économique en Algérie : une structure peu diversifiée

De même que la description du potentiel naturel qui précède, nous nous contenterons, dans ce qui suit d'une description sommaire du tissu économique (productif). Mais, contrairement aux ressources naturelles, nous verrons que cette structure construite depuis l'indépendance à nos jours n'est pas diversifiée. Nous constaterons que l'espoir de diversification de l'offre nationale est à rechercher au niveau du secteur privé, lequel enregistre non seulement des améliorations au niveau quantitatif, mais aussi qualitatif.

1.2.1. La répartition des PME selon le statut juridique

Les PME sont dominées par le secteur privé qui compte 1013637 entités, soit 99.96% du total. La part du secteur public est de 438 entités qui se situent à 0.04%.

Figure N°1 : La population des PME en Algérie (2016) :



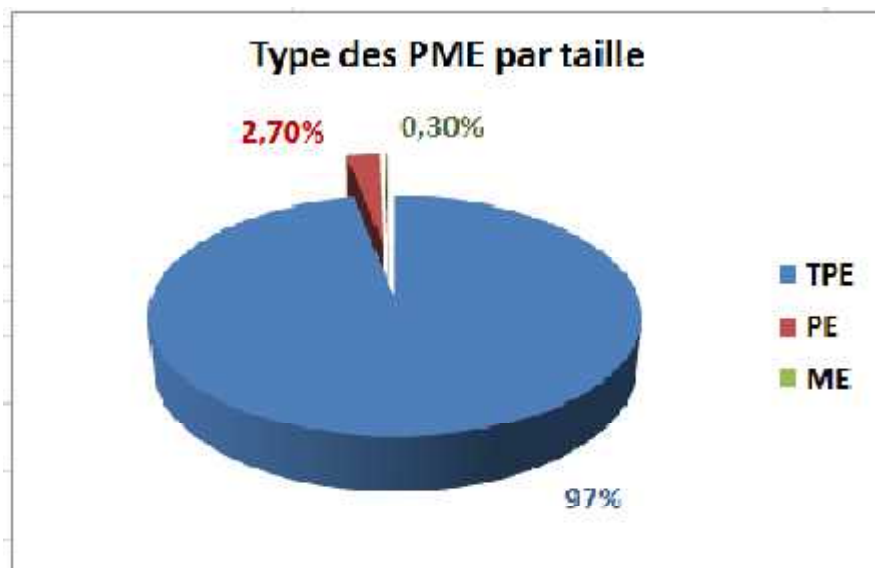
Source: Etabli par nous même à partir du bulletin d'information statistique N°29 du ministère de l'industrie et des mines.

A la fin du 1^{er} semestre 2016 la population des PME s'élève à 1 014 075 entités, dont près de (56%) sont constituées en personnes morales, et le reste (43%) est constitué de personnes physiques ou des entités qui exercent dans les activités artisanales. On recense, par ailleurs, 438 entreprises de type EPE, soit (1%).

1.2.2. La répartition des PME par taille

A la fin du 1er semestre 2016, la population globale de la PME est composée de 97% de Très Petites Entreprises TPE (effectif de moins de 10 salariés) qui demeurent fortement dominantes dans le tissu économique avec 983 653 entreprise, suivie par les Petites Entreprises PE (effectif entre 10 et 49 salariés) avec 27380 entreprise soit 2,57% et les Moyennes Entreprises ME (effectif entre 50 et 249 salariés) avec 3042 entreprise soit 0,3, selon le bulletin d'information statistique N°29.

Figure N°2 : Type de PME par taille (2016)



Source : Bulletins d'information statistiques N°29 de ministère d'industrie et des mines.

Le tissu économique algérienne est dominée par les TPE ce qui fait que le tissu économique national est très faible, pour faire face à la concurrence international et même elle est jeune pour arriver à satisfaire le marché national et à penser à exporter vers l'extérieur. L'Algérie doit mettre des procédures pour protéger et aider ces TPE à résister, grandir, et même à survivre sur le marché.

1.2.3. Répartition des PME par statut juridique et secteur d'activité

- **PME publiques**

Les PME publiques représentent une part minime dans la population globale des PME.

Chapitre 3 : L'Economie Algérienne : un potentiel de ressources mais un cadre institutionnel défavorable

Tableau N° 01 : Répartition des PME publiques par tranche d'effectif et secteur d'activité

Secteurs d'activités	1 à 9 salariés		10 à 49 salariés		50 à 249 salariés		Nombre global de PME	%	Effectif global	%
	Nombre	Effectifs	Nombre	Effectifs	Nombre	Effectifs				
Industrie			15	428	82	10144	97	24.87	10572	36.43
Services	4	28	23	513	54	7190	81	20.77	7731	26.64
Agriculture	34	123	115	3203	32	2878	181	46.41	62.04	21.38
BTPH			4	123	24	4046	28	7.18	4169	14.36
Mines et carrières			1	43	2	305	3	0.77	348	1.20
Total	38	151	158	4310	194	24563	390	100.00	29024	100.00

Source : ECOFIE bulletin statistique N° 30 2017

Les PME publiques activent dans tous les secteurs de l'économie nationale, dans l'Agriculture (46,41% des PME/EPE), l'Industrie (24,87%) et les services (20,77%). Les PME publiques industrielles fournissent plus de 36 % des effectifs du type publique marchant.

Tableau N° 02 : Répartition des PME privées par secteur d'activité (Source : CNAS)

	Secteurs d'Activité	Nombre de PME 2016	Part en (%)
1	Agriculture	6130	0.60
2	Hydrocarbures, Energie, Mines et services liés	2767	0.27
3	BTPH	174848	17.10
4	Industries manufacturières	89597	8.76
5	Services y compris les professions libérales	513647	50.25
6	Artisanat	235242	23.01
	Total Général	1022231	100

Source : CNAS/CASNOS

Chapitre 3 : L'Economie Algérienne : un potentiel de ressources mais un cadre institutionnel défavorable

• PME Privé

Le nombre total des PME privées à fin 2016 est de 1 022 231. Les PME privées se concentrent au niveau du secteur des services (le transport en particulier), l'Artisanat et le BTPH (le bâtiment en particulier).

Près de la moitié des PME privées (personnes morales) exercent dans les Services, l'autre moitié, exerce dans le secteur du BTPH et les industries manufacturières.

Tableau N° 03 : Evolution des PME privées par secteur d'activité (2015/2016)

	Secteurs d'Activité	2015	Parts (%)	2016	Parts (%)	Evolution (%)
1	Agriculture	5 625	1,05	6130	1.06	8.98
2	Hydrocarbures, Energie, Mines et services liés	2 639	0,49	2767	0.48	4.85
3	BTPH	168 557	31,34	174848	30.36	3.73
4	Industries manufacturières	83 701	15,56	302564	15.56	7.04
5	Services	277 379	51,57	302564	52.54	9.08
	Total Général	537 901	100	575906	100.00	7.07

Source : CNAS

On note à cet égard dans cette même logique, que les secteurs où la création d'entreprises a été la plus forte restent ceux des Services [9,08% entre les deux semestres], suivie par l'Agriculture [8,98%]. Les PME à caractère industriel sont au nombre de 302564 entités au 1er semestre 2016, contre 83701 entités au 1er semestre 2015, soit une progression de 7,04 %.

De ce qui précède, nous pouvons constater que le tissu économique de l'Algérie est constitué en quasi-totalité de TPE, laquelle structure est observée dans différents pays qu'ils soient développés ou en voie de développement. Cette structure a évolué initialement par le rôle primaire accordé par les pouvoirs publics au lendemain de l'indépendance aux industries lourdes (industries industrialisantes). Mais le retrait de l'Etat et le processus de désindustrialisation engagé ont bouleversé la structure productive du pays à la faveur du privé d'une part et du secteur des services d'autres part. Cependant, ces deux tendances récentes qui ressortent de la démographie des PME n'offrent pas de perspective favorable pour la diversification de l'offre économique de l'Algérie.

Section 02 : Le contexte institutionnel de la diversification : évaluation du climat des affaires en Algérie

La structure du tissu économique de l'Algérie, telle qu'elle est décrite ci-dessus, trouve une explication dans le rôle faible joué par les institutions dans l'activité économique. Ceci s'illustre par l'incapacité de ces institutions à créer un climat favorable aux affaires, c'est-à-dire un contexte où il y a moins d'incertitude et incitatif à la prise de risque. Ce qui peut avoir un effet favorable à la diversification de l'offre économique qu'elle soit domestique ou étrangère (attractive).

L'objet de cette section est d'évaluer le climat des affaires ou des institutions en Algérie, à travers des indicateurs qualitatifs et quantitatifs, mesurables pour faciliter la comparabilité, et le classement entre pays, régions...

2.1. Les mesures de la qualité des institutions

Les difficultés liées à la mesure et l'évaluation de la gouvernance en tant que facteur explicatif de la croissance économique sont plus nombreuses quand il s'agit des institutions. Ces difficultés viennent de la diversité et de la complexité des institutions que nous avons déjà évoquées. Dans ce cadre, trouver des mesures fiables et efficaces demeure une tâche difficile mais essentielle dans notre effort d'étudier l'effet des institutions sur la performance économique.

Comment mesurer la qualité des institutions ?

Les commentateurs utilisent souvent l'expression « qualité des institutions » pour décrire les conditions institutionnelles d'un pays. Mesurer l'institution équivaut à mesurer la qualité des institutions. Les études empiriques récentes utilisent trois mesures assez générales des institutions¹³ :

- **L'indice global de gouvernance** : c'est la moyenne des six mesures des institutions présentées par Kaufmann¹⁴ dans une étude en 1999. Cet indicateur permet de mesurer la

¹³World Economic Outlook "Growth and Institutions" Tiré du site <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2003/01/index.htm> , Consulté le 03/07/2017.

¹⁴Kaufmann., Kraay et Zoido-Lobaton.(1999) tiré du site <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2003/06/pdf/edison.pdf> , Consulté le 04/07/2017.

Chapitre 3 : L'Économie Algérienne : un potentiel de ressources mais un cadre institutionnel défavorable

qualité de la gestion des affaires publiques (corruption, droits politiques, efficacité du secteur public et poids de la réglementation).

- **L'indice des droits de propriété** : il rend compte de la protection dont bénéficie la propriété privée, de l'existence de lois protégeant la propriété privée et de l'application de ces lois.
- **Le contrôle du pouvoir exécutif** : il rend compte de l'état des limites institutionnelles et autres qui sont imposées aux dirigeants politiques.

Ces trois mesures permettent à l'analyse économique d'évoluer vers des champs souvent restés inexploités. Donc, les progrès réalisés dans la mesure des institutions rendent l'analyse économique plus efficace et plus crédible, surtout au niveau de l'explication et de la détermination des facteurs les plus influents de la croissance économique. Mais, malgré la contribution significative faite par ces indicateurs, ces derniers souffrent de plusieurs inconvénients, et de ce fait, nous ne pouvons dire qu'il y a un consensus parmi les économistes. Dans ce contexte flou, nous proposons l'indicateur (*INST*) qui servira à mesurer et à évaluer les institutions¹⁵.

¹⁵ DOUGLASS C. NORTH (1990), *Institutions, Institutional change and economic Performance*, Cambridge University Press. New York, tiré du site : http://kysq.org/docs/North_91_Institutions.pdf, Consulté le 01 /07/2017.

Chapitre 3 : L'Economie Algérienne : un potentiel de ressources mais un cadre institutionnel défavorable

Tableau N° 04: Indicateurs de la qualité des institutions algériennes¹⁶.

année	score global	droits de propriété	liberté de la corruption	liberté fiscale	les dépenses du gouvernement	liberté d'affaires	Liberté du travail	liberté économique	liberté de commerce	liberté d'investissement	la liberté financière
1995	55.7	50.0	50.0	48.8	69.5	70.0	N/A	59.2	54.2	50.0	50.0
1996	54.5	50.0	50.0	48.8	60.7	70.0	N/A	57.0	54.2	50.0	50.0
1997	54.9	50.0	50.0	48.8	65.5	70.0	N/A	56.0	54.2	50.0	50.0
1998	55.8	50.0	50.0	48.6	69.3	70.0	N/A	60.1	54.2	50.0	50.0
1999	57.2	50.0	50.0	48.7	72.8	70.0	N/A	69.0	54.2	50.0	50.0
2000	56.8	50.0	50.0	64.7	63.3	70.0	N/A	74.0	39.6	50.0	50.0
2001	57.3	30.0	50.0	64.6	63.3	70.0	N/A	78.2	59.4	50.0	50.0
2002	61.3	30.0	50.0	65.0	71.2	70.0	N/A	82.8	60.0	70.0	50.0
2003	57.7	30.0	50.0	65.2	74.9	70.0	N/A	78.9	50.4	70.0	30.0
2004	58.1	30.0	50.0	74.1	62.4	70.0	N/A	81.1	55.0	70.0	30.0
2005	53.2	30.0	26.0	73.9	61.8	70.0	95.9	80.1	54.4	70.0	30.0
2006	55.7	30.0	27.0	73.9	74.4	74.8	57.4	78.8	61.0	50.0	30.0
2007	55.4	30.0	28.0	73.8	74.2	73.7	57.6	80.7	66.0	50.0	20.0
2008	56.2	30.0	31.0	77.0	74.6	73.6	57.0	80.2	68.6	50.0	30.0
2009	56.6	30.0	30.0	77.2	74.1	72.5	55.5	78.6	68.6	40.0	30.0
2010	56.9	30.0	32.0	83.5	73.4	71.2	56.4	77.2	70.7	50.0	30.0
2011	52.4	30.0	28.0	83.5	62.4	69.4	52.9	75.4	72.8	45.0	30.0
2012	51.0	30.0	29.0	82.9	47.9	66.3	54.4	76.3	72.8	20.0	30.0
2013	49.6	30.0	29.0	80.4	44.1	65.2	52.6	76.6	67.8	20.0	30.0
2014	50.8	30.0	28.7	80.5	51.0	66.3	48.3	67.8	60.8	45.0	30.0

Source : Base de données de la fondation héritage.

Selon ces statistiques la qualité des institutions algériennes tourne autour de la moyenne depuis 1995 (varie entre 49.6% et 61%), néanmoins la majorité des sous indicateurs ont connu une nette dégradation depuis 2010 jusqu'à 2014 à savoir : la liberté d'affaire (71.2%→65.2%), la liberté de travail (56.4% → 48%) et la liberté d'investissement (50%→45%) ce qui reflète l'inefficacité des institutions et la mauvaise qualité du climat des affaires en Algérie.

¹⁶ M. MAAMRI & H. IFOURH, La croissance économique entre ouverture, qualité institutionnelle et dépendance énergétique. Tiré du site : www.scientifics.fr/journal/index.php/AF/article/download/50/55, Consulté le 02/07/2017.

Chapitre 3 : L'Économie Algérienne : un potentiel de ressources mais un cadre institutionnel défavorable

L'indicateur de liberté de commerce est le seul à connaître une hausse pour atteindre 72.8% en 2012 car c'est le secteur le plus rémunérant pour le secteur privé au quel le secteur public a cédé la place.

Par ailleurs, l'indicateur des dépenses publiques connaît lui aussi une baisse à partir de 2010 en atteignant le seuil de 62.4% après avoir été aux alentours des 70% durant les années précédentes, cette constatation nous renseigne sur l'absence d'accompagnement des politiques économiques de la nation, et sur la fragilité dans laquelle vivait l'économie algérienne dont les hydrocarbures restent le seul secteur qui constitue les recettes publiques, et l'injection des fonds importants dans une économie en situation de transition telle que l'Algérie ne peut conduire qu'à la favorisation de la corruption et de la gouvernance, ce qui est nuisible au climat des affaires du pays.

2.2. L'évaluation du climat des affaires et de la compétitivité de Algérie

L'Algérie se classe mauvaise 156^e en terme de facilité de faire des affaires, selon le dernier rapport Doing Business 2017 de la Banque Mondiale (BM). L'institution internationale a étudié 190 économies à travers le monde, la première place étant la meilleure, cette place fait de l'Algérie l'un des pires pays au monde pour faire des affaires. Malgré qu'elle a gagnée 7 place par rapport à l'année précédente 2016 ou elle occupe la 163^e place, la qualité de son environnement des affaires reste médiocre, en 2015 elle a s'est classée 154^e et en 2014 la 147^e et en 2009 la 134^e place, ainsi en remarque que l'Algérie n'a cessé de perdre de place, ce qui illustre la difficulté accrue qui caractérise l'environnement qu'elle propose aux investisseurs pour investir et faire des affaire.

Pour accomplir sa comparaison, la Banque Mondiale prend en compte 11 paramètres, des procédures de création d'une entreprise jusqu'à la législation du marché du travail (celle-ci n'est pas prise en compte pour le classement), en passant par l'accès au financement, la pression fiscale ou l'accès au foncier et à l'énergie.

Chapitre 3 : L'Economie Algérienne : un potentiel de ressources mais un cadre institutionnel défavorable

Tableau N°5 : classement de l'Algérie par paramètre de Doing Business 2017

Création d'entreprise	142
Règlement de l'insolvabilité	74
Exécution des contrats	102
Commerce transfrontalier	178
Paiement des taxes et impôts	155
Protection de l'investisseur minoritaire	173
Obtention permis	175
Transfère propriété	162
Raccordement à l'électricité	188
Obtention d'un permis de construire	77

Sources : Etablie par nous même à partir des données de Doing business 2017

Ce tableau, montre le retard qu'accumule l'Algérie dans le classement de chaque paramètre. Nous remarquons que l'Algérie se positionne au 178^e rang dans le commerce transfrontalier, suivi de l'obtention de prêts au 175^e rang et de protection des investisseurs minoritaires au 173^e rang, c'est les pires classements enregistrés. Par contre elle se positionne au 77^e Rang concernant l'obtention de permis de construire, et au 74^e rang concernant le règlement de l'insolvabilité, une position plus qu'acceptable compte tenu de son classement générale.

Pour créer une simple entreprise en Algérie, il faut compter 12 procédures différentes et une durée de 20 jours. La Banque Mondiale classe l'Algérie parmi les pays où on perd le plus de temps pour créer une simple entreprise. Le délai de la création est estimé à 20 jrs selon le doing business 2017 contre 22 jours en 2016. Malgré cette diminution, le délai reste relativement long lorsque nous connaissons qu'en Tunisie il est estimé à 11 jours, et au Maroc, les entrepreneurs créent et commencent à exploiter leurs entreprises en 11 jours, en Égypte et les Emirats arabes unies il est estimé à 8 jours et d'une demie journée seulement en Nouvelle Zélande. Ainsi, pour le paramètre création d'entreprise, l'Algérie occupe la 142^e place sur 190 économie selon les calculs de l'institution internationale. Ce qui décourage les initiatives d'investissement. Ce critère identifie donc les obstacles bureaucratiques et juridiques au quels un investisseur doit faire face pour immatriculer et enregistrer une nouvelle entreprise.

En ce qui concerne les procédures pour obtenir un permis de construire, ce sont 17 procédures et un délai de 130 jours, selon la Banque Mondiale. L'Algérie est classée 77^e, et le voisin marocain à 29^e place au classement mondial.

Chapitre 3 : L'Economie Algérienne : un potentiel de ressources mais un cadre institutionnel défavorable

Le raccordement au réseau électrique, et selon les données de doing business pas moins de 5 procédures administratives, et un délai de 180 jours, l'Algérie se classe au 118^e rang. Lorsque nous prenons en comparaison le délai estimé au Maroc pour le raccordement à l'électricité qui est de 49 jours, et qu'elle est classée au 55^e rang, l'Algérie enregistre un grand retard dans ce domaine malgré ses ressources en électricité. La lenteur administrative et la bureaucratie demeurent le blocage essentiel.

L'Algérie enregistre un retard considérable en ce qui concerne le paramètre de facilité de l'obtention des prêts, ou elle se classe au 175^e rang et cela pour diverses raisons comme l'impuissance du marché bancaire algérien et la faiblesse de la solidité des garanties juridiques, qui est un index qui mesure à quel point les lois sur la faillite et les garanties protègent les droits des emprunteurs et des prêteurs et facilitent donc les prêts. L'indice va de 0 à 12 (0= faible ; 12= fort ; l'Algérie se positionne à 2), une note plus élevée indique que les lois en place sont mieux conçues pour permettre d'accroître l'accès au crédit. Selon le rapport de doing business.

Le temps nécessaire pour faire appliquer un contrat en Algérie est de 630 jrs, elle se classe au 102^e rang, et le Maroc se classe au 57^e rang et un délai de 510 jrs. La lenteur et la lourdeur que les tribunaux enregistrent en matière de règlement des litiges en Algérie restent le principal obstacle qui freine l'application d'un contrat.

Il n'y a pas de niveau d'imposition idéal. Mais les taxes influencent les incitations et donc le comportement des acteurs économiques et la compétitivité de l'économie. En Algérie les revenus fiscaux constituent la première source des recettes publiques, ce qui indique un taux d'imposition plus élevé et une diversité des taxes, selon le rapport de la banque mondiale l'Algérie se classe dans le paramètre de paiement des taxes et impôts au 155^e rang, ainsi une entreprise doit régler 27 différents impôts et taxes, un processus qui nécessite 265 heures de travail et qui consomme 65.5% des profits des entreprises.

Conclusion

Au terme de cette évaluation du climat des affaires sur l'Algérie, il ressort qu'en dehors de l'indicateur relatif à l'obtention du permis de construire, indicateur relativement bien classé, le pays accuse un retard dans tous les autres indicateurs relatifs à l'activité d'entreprendre. Ce

Chapitre 3 : L'Economie Algérienne : un potentiel de ressources mais un cadre institutionnel défavorable

qui révèle la mauvaise qualité des institutions liées à l'activité économique. Ce constat est appuyé par d'autres résultats d'évaluations internationales que nous avons ignorées de citer ici.

Enfin, malgré la prise de conscience collective de l'importance de la diversification économique, les autorités publiques semblent être moins engagées dans ce processus. Ce qui peut être illustré par sa frilosité à l'égard de la question de l'ouverture internationale, objet du chapitre suivant.

Chapitre 4 : Enjeux de l'ouverture internationale et le potentiel d'exportation de l'Algérie

Chapitre 4 : Enjeux de l'ouverture internationale et le potentiel d'exportation de l'Algérie

La nouvelle tendance de l'économie Algérienne passant d'une économie centralisée à une économie libérale dite de marché, n'échappe pas aux réformes économiques basé sur la structuration des échange mondiaux et à l'adaptation de tous les dispositifs et mesures pour la promotion des exportations hors hydrocarbure. L'objet de ce chapitre est de montré les enjeux de l'ouverture à l'international et l'impact de cette ouverture sur l'exportation en Algérie. Dans une première section nous intéressons aux enjeux de l'ouverture, et nous allons toucher à la stratégie de l'Algérie à l'ouverture à l'international. Dans une deuxième section on va identifier l'impact de cette ouverture sur l'exportation en Algérie.

Section 1 : Les enjeux de l'ouverture internationale de l'économie Algérienne

Le commerce extérieur est un élément essentiel dans le développement d'une économie. Dans cette perspective, nous allons éclaircir lors de cette section la notion de l'ouverture internationale de l'économie Algérienne, ses enjeux, ensuite nous allons représenter la stratégie de l'ouverture à l'internationale.

1.1. Qu'est-ce que l'ouverture internationale ?

L'ouverture internationale désigne à la fois une attitude en matière de politique des relations économiques internationales et un fait évaluable¹ :

- La politique d'ouverture internationale désigne la volonté de multiplier les échanges économiques de toutes sortes et/ou de réduire les obstacles à cette multiplication. Le libre-échangisme est la forme libérale de cette volonté.
- Le degré d'ouverture internationale est un fait que l'on mesure, notamment en matière commerciale (importations et exportations de biens). On peut recourir à d'autres indicateurs de ce type pour évaluer aussi l'importance relative des flux transfrontières de capitaux par exemple...

En matière de choix du type et du degré d'ouverture souhaitable pour un pays (selon sa position sur l'échiquier économique et politique international), l'enjeu est bien sûr le type et le

¹<http://ses.webclass.fr/chapitre/chapitre-3-quels-sont-fondements-commerce-international-internationalisation-production> , Consulté le 15/08/2017.

rythme de croissance et de développement qu'une telle politique pourra favoriser, pour lui-même d'abord, pour ses partenaires ensuite.

L'ouverture d'une économie se traduit par une forte progression de ses échanges avec l'étranger et son indépendance avec le reste du monde. Le degré d'ouverture d'une économie est mesuré par le rapport de la valeur des échanges extérieurs au PIB. Tous les pays ne sont pas ouverts sur l'extérieur de manière égale. Généralement, les pays dont le marché intérieur est développé (Etats-Unis, Japon) ont un degré d'ouverture plus élevé. A l'inverse, certains pays comme la Chine sont très ouverts sur l'intérieur, son industrie produit surtout pour l'exportation.²

Tous les secteurs d'une économie ne sont pas ouverts au même degré sur le reste du monde. Dans chaque pays, il existe des secteurs abrités et des secteurs exposés à la concurrence mondiale.

1.2. La stratégie d'ouverture internationale de l'Algérie : quelques caractéristiques

Afin d'intégrer l'économie mondiale, l'Algérie a opté pour le processus de l'ouverture de son commerce extérieur et son engagement dans le cadre des accords commerciaux internationaux par des réformes économiques engagées par les pouvoirs publics. La libéralisation du commerce extérieur a été réalisée au cours des années 1990 par l'abolition du monopole de l'État sur le commerce extérieur, la levée de toutes les barrières non tarifaires, la simplification du tarif douanier en ramenant le nombre de taux des droits de douane à quatre (0 %, 5 %, 15 %, 30 %) et en réduisant le taux maximum à 60 % dans un premier temps au lieu de 100 % précédemment et à 30 % depuis 2002.³

Les exportations d'hydrocarbures représentent 97,21 % de la totalité des exportations algériennes, les exportations hors hydrocarbures n'ont atteint que 2,15 milliards de dollars en 2011, en progression de 41 % par rapport à l'année 2010.⁴

L'encouragement et le soutien à l'exportation hors hydrocarbures consacrés dans la stratégie économique du pays dans un souci d'équilibre de la dépense publique⁵, n'ont pas donné de

²Bensabbar « l'ouverture des économies » disponible sur : <http://sabbar.fr/economie-2/louverture-des-economies/> PDF, Consulté le 15/08/2017.

³ Ministère Algérien du Commerce, <https://www.commerce.gov.dz/> Article Consulté le 21/07/2012

⁴ OP cite, consulté le 11/09/2017

⁵ Idem

Chapitre 4 : Enjeux de l'ouverture internationale et le potentiel d'exportation de l'Algérie

résultats satisfaisants. Les contraintes soulevées par les exportateurs restent toujours les mêmes telles que : entraves bureaucratiques, lenteurs et complexité des procédures douanières, un environnement bancaire qui n'est pas facile et un manque de logistique et d'infrastructures portuaires⁶. Par dérision, ce phénomène est appelé « import-import » par les algériens.

Tableau N° 06: Évolution des importations⁷ et exportations⁸ en (milliards \$) de l'année 2002 à l'année 2010

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Montant des importations (milliards \$)	10,6	10,6	12,42	15,25	22,53	27,6	39,16	39,1	37,07
Montant des exportations (milliards \$)	19,5	19,5	24,96	32,16	49,59	55,6	78,23	43,69	52,66

Source : CIA World Factbook - Version du 01 janvier 2011

Globalement, la balance commerciale de l'Algérie demeure fortement tributaire des revenus que génère la vente du pétrole et du gaz qui constituent à eux seuls plus de 97 % du volume global des exportations en 2007⁹. Ainsi, à la faveur de l'envolée des prix des matières premières depuis le début du xxie siècle, l'Algérie, à l'instar des autres pays producteurs de pétrole et de gaz, a dû enregistrer un renflouement exceptionnel de ses recettes en devises, permettant ainsi une très nette amélioration des indicateurs macro-économiques. En 2007, le volume des exportations s'élève à 63,3 milliards de dollars contre 26,13 milliards pour les importations, permettant ainsi de totaliser un excédent commercial record de 37,17 milliards de dollars. Le principal partenaire commercial de l'Algérie est l'Union européenne, avec qui elle réalise plus de la moitié de son commerce extérieur ; parmi les clients, les États-Unis viennent en tête avec un volume d'échanges de 19 milliards de dollars, suivis par l'Italie et l'Espagne.

Pour les importations, en 2014, la Chine est devenu le premier partenaire commercial de l'Algérie avec 8,197 milliards d'euros et détrône la France (6,342 milliards d'euros)¹⁰. Et cette

⁶ TADJINE R Radhia, Capacité logistique et gouvernance des ports algériens, http://www.ummtto.dz/IMG/pdf/R-TADJINE_M-AHMED_ZAID_-_version_finale_12p.pdf Consulté le 21/07/2012

⁷ Idem

⁸ Ati Takarli, LES EXPORTATIONS HORS-HYDROCARBURES ALGERIENNES, http://ubifrance.typepad.fr/optimexport/files/intervention_mr_takarli.pdf consulté le 21/07/2017

⁹ Idem

¹⁰ [Bilan du commerce extérieur](#), mise à jour le 18/03/2015. Consulté le 20/08/2017.

tendance c'est confirmée au 1er trimestre 2015, où le commerce avec la Chine a atteint 2,136 milliards de dollars contre 1,364 milliards de dollars pour la France.

Section 2 : L'impact de l'ouverture sur l'exportation : quelques expériences d'ouverture maîtrisée

L'ouverture et la diversification économique sont maintenant considérées comme sources de convergence et deux éléments clés pour stimuler la croissance économique.

Le terme d'ouverture internationale correspond à la libre circulation des marchandises, des capitaux, des services, des personnes, des techniques et de l'information. Il désigne le processus d'intégration des marchés et de rapprochement des hommes qui résulte notamment de la libéralisation des échanges, du développement des moyens de transport de personnes et de marchandises, et des retombées des technologies de l'information et de la communication à l'échelle planétaire ; Tandis que la diversification est une stratégie à travers laquelle un pays élargit ses possibilités d'offre afin de se garantir contre les variations des événements économiques et les goûts des consommateurs.

La relation ouverture-diversification est intéressante à analyser empiriquement puisque les études théoriques n'arrivent pas à un consensus, alors que les études empiriques arrivent toutes à trouver un effet positif et significatif. En effet, les expériences d'ouverture réussies de certains pays peuvent nous inspirer sur les facteurs clés de leurs succès. Ces pays sont : La Corée du sud, la Malaisie, la Turquie, le Maroc et la Tunisie :

2.1.1 L'expérience Sud-Coréenne : politique massive de soutien aux exportations

La Corée du Sud a développé son commerce extérieur par une politique massive de soutien aux exportations, à travers :

- Des mesures fiscales : exonérations fiscales sur les revenus de l'exportation, exemptions de droits de douane sur les importations de matières premières pour les productions destinées à l'export, zones franches d'exportation...
- Complétées par un appui au financement des entreprises exportatrices : création d'institutions de financement de l'exportation (banque coréenne d'import-export, fonds coréen d'assurance à l'exportation...), opérations de change préférentielles...

Les exportations coréennes, ne représentant en 1960 que 2,6% de son PIB, sont ainsi passées à plus de 43% du PIB sur la période 2000-2016 (données Banque Mondiale)¹¹.

2.1.2. L'expérience Malaisienne : protection sélective de la production locale

La Malaisie, quant à elle, a développé ses exportations tout en assurant une protection sélective à sa production locale contre les importations de produits concurrents. En se focalisant sur les biens intermédiaires, le pays assure son intégration dans les chaînes de valeur mondiales :

- Politique incitative pour les exportations (exonérations fiscales) et procédures administratives simplifiées en matière d'export ;
- Politique d'attractivité ciblée pour les investissements directs étrangers, afin de renforcer les capacités d'export : imposition aux investisseurs étrangers détenant 100% des parts d'un projet d'un quota de production destiné à l'export ;
- Tarifs douaniers protégeant la production locale (tarifs de l'ordre de 30% à 50%, lorsque le produit importé est produit localement) ;

Illustration de son développement réussi de l'export, les exportations de la Malaisie, représentant 50% du PIB en 1960, sont passées à un pic de 121% en 1999, pour ensuite diminuer jusqu'à 67% du PIB en 2016 d'après la Banque Mondiale.

Les principaux produits d'importation de la Malaisie sont les biens intermédiaires (73 %), dont 36 % pour les composants électroniques destinés à être réexportés. 67% de ses exportations sont des produits intermédiaires.

2.1.3. L'expérience turque : Ouverture avec protection ciblée de la production nationale

La Turquie a bénéficié de l'ouverture commerciale avec l'Union Européenne (Union douanière avec l'UE en 1996), qui a permis une mise à niveau précoce en termes normatifs. Néanmoins, cette ouverture commerciale s'est accompagnée d'une protection ciblée de la production locale (loi n°474 sur les tarifs douaniers, qui permet de rehausser les tarifs pour protéger les industries locales) et de régulations agissant comme véritables outils économiques (barrières non tarifaires) pour protéger les industries locales.

¹¹<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NE.EXP.GNFS.ZS?locations=KR&view=chart>

2.1.4. L'expérience marocaine : Exemple d'ouverture maîtrisée

La politique d'ouverture commerciale du Maroc n'a pas empêché ce pays de réaliser un équilibre entre ses besoins domestiques et ses importations, tout en protégeant la production nationale. Deux leviers à retenir : une intégration multilatérale et régionale et une politique d'attractivité des IDE. Ces indicateurs montrent une parfaite maîtrise de l'ouverture commerciale.

Quant à l'Algérie, des mesures d'incitations et de facilitations ont été mise en œuvre pour améliorer la compétitivité de l'entreprise algérienne et afin de promouvoir la production sur les marchés extérieurs. Ces mesures sont essentiellement fiscales (sous la forme d'exonération en matière d'impôt direct, en plus de facilitations douanières et portuaires) et de soutien de l'État (sous la forme d'un fonds spécial de promotion des exportations et d'un fonds national de régulation et développement Agricole, FNRDA).

Cependant, ces leviers n'ont pas eu d'effet significatif sur les potentiels exportateurs, puisque leur nombre est réduit (700 exportateurs en 2017, face à des dizaines de milliers d'importateurs, 43 000 environ). En Tunisie, le nombre d'entreprises totalement exportatrices est de 2915 (2 442 dans le secteur industriel et 473 dans les services). Pour ses incitations à l'exportation, la Tunisie a mis en place un Code d'incitation aux investissements et a distingué entre un régime totalement exportateur et un régime partiellement exportateur. Les exonérations et les dégrèvements fiscaux sont importants¹².

En plus, l'aversion à l'acte d'exportation chez les entreprises algériennes, s'explique, non pas par l'absence d'un potentiel d'exportateurs, mais à d'autres facteurs institutionnels liés au climat des affaires¹³, au système financier décourageant et à la qualité des infrastructures

Conclusion

A travers ce chapitre, nous avons montré que malgré les dispositifs établis par l'Algérie pour son ouverture à l'international, celle-ci demeure timide et son influence sur les exportations

¹²Régime des Entreprises Totalement Exportatrices, <http://www.finances.gov.tn> Article consulté le 15/09/2017

¹³ BENDIFALLAH Sarah, L'apport de la politique de promotion du commerce extérieur Algérien et l'avenir des exportations hors hydrocarbures, <http://www.univ-bejaia.dz/dspace/bitstream/handle/123456789> Pdf, consulté le 10/09/2017

Chapitre 4 : Enjeux de l'ouverture internationale et le potentiel d'exportation de l'Algérie

n'est que marginale. Contrairement à plusieurs pays qui ont pu maîtriser leur ouverture en défendant leur production domestique, voire en la renforçant et la diversifiant.

Conclusion générale

Conclusion générale

Le travail de recherche que nous avons effectué vise à répondre à la question suivante : qu'est-ce qui empêche l'émergence d'une économie diversifiée en Algérie ?

D'après la revue de la littérature et l'observation des expériences réussies de certaines économies, nous avons formulé deux hypothèses principales :

- La mauvaise qualité du climat des affaires en Algérie a un impact négatif sur la diversification de l'offre économique.
- L'absence d'une politique d'ouverture internationale (d'intégration) a un impact négatif sur la compétitivité du pays et la diversification de son offre économique.

L'étude bibliographique nous a permis de comprendre le phénomène de diversification en tant que processus qui se construit à long terme et qui affecte les aspects structurels d'une économie. D'où la nécessité d'une vision stratégique afin d'aborder cette problématique.

Le constat de la non diversification de l'économie algérienne s'explique, d'après les définitions mises en avant dans les premiers chapitres, par des facteurs structurels, à savoir les facteurs institutionnels. Autrement dit, la mauvaise qualité des institutions algériennes, d'après les indicateurs du climat des affaires, constitue un obstacle majeur à l'émergence d'acteurs économiques dans les différents secteurs. Par conséquent, la malédiction des ressources naturelles dans le cas algérien s'explique d'abord par une « malédiction des institutions » qui renvoie à une mauvaise gouvernance des ressources naturelles. D'où la preuve de la dimension politique de la diversification.

Par ailleurs, nous avons essayé de montrer que le retard qu'accuse l'Algérie dans son intégration internationale, comparée à d'autres économies, est dû à l'absence d'une politique d'ouverture économique maîtrisée qui auraient dû avoir des retombées positives sur la diversification de l'offre économique du pays.

Enfin, si les deux hypothèses avancées dans ce travail sont validées, il n'en reste pas moins que ce travail présente des écueils qui ont trait :

- à la mesure des trois concepts clés de cette recherche : diversification – institutions – ouverture, puisque nous nous sommes contentés de quelques indicateurs ;
- au manque de données exactes et fiables quant au potentiel économique productif (études monographiques, sectorielles...) ;
- à l'absence d'une approche historique (approches en termes de régulation, de dépendance du sentier, etc.) nécessaire afin de comprendre la dynamique du phénomène de diversification.

Bibliographie

Bibliographie

Ouvrages

- FELIX Orsini, « Co responsable de l'organisation mondiale corporate », Lavoiserie, Paris, 2005.
- Frédéric LEROY, « les stratégies de l'entreprise », édition DUNOD, 2e édition, Paris, 2004.
- James D. Thompson, « Organizations in action », McGraw-Hill Book, 1967.
- JEAN Louis, 100 fiches pour comprendre la stratégie d'entreprise, Bréal, France, 2002.
- PORTER, Avantage concurrentiel, economica, Paris, 2000.
- STRATEGOR, politique générale de l'entreprise, 3ème édition, Dunod, Paris. 2000.

Reuves et articles

- Berezin (P.), "The challenge of diversification in the Caribbean", FMI, Working Paper n° 02/196,
- Brahim EL MORCHID, La renaissance et la relance des économies africaines
Enseignant-Chercheur, Faculté de Droit, Marrakech , 2010.
- DOUGLASS C. NORTH, Institutions, Institutional change and economic Performance, Cambridge University Press. New York, 1990.
- Kaufmann., Kraay et Zoido-Lobaton. Aggregating Governance Indicators 1999.
- Le commerce extérieur, Ministère Algérien du Commerce
- M. MAAMRI & H. IFOURAH, La croissance économique entre ouverture, qualité institutionnelle et dépendance énergétique ,2016.
- Raphaël Baron, Monographie-Pourquoi une entreprise cherche-t-elle à se diversifier ?, INSA de Rennes, 2012/2013.
- Samira G., Algérie : La facture alimentaire plombe la balance commerciale, in le Maghreb, 21/02/2008.
- Schuh, E., & Barghouti, S. (1988), « Agricultural diversification in Asia », Finance and Development

Mémoire

- PATERNE NDJAMBOU « Diversification Economique Territoriale » thèse de doctorat, université de Québec, Octobre 2013.

Sites web

- www.oeconomia.net
- www.dglaymann.com
- <https://www.academia.edu>
- www.ruor.uottawa.ca.
- www.economie.esg.uqam.ca.
- www.miningfacts.org
- www.tel.archives-ouvertes.fr
- www.dicopo.fr
- www.eco-maroc.over-blog.com
- www.cairn.info
- www.codesria.org
- <http://eldjazaircom.dz>
- www.andi.dz
- www.ons.dz
- www.algerie360.com
- <https://portail.cder.dz>
- <http://era.dz>
- www.energy.gov.dz
- www.imf.org
- www.scientifics.fr
- <http://ses.webclass.fr>
- <http://sabbar.fr>
- <https://fr.wikipedia.org>
- <https://donnees.banquemondiale.org>
- www.tunisieindustrie.nat.tn
- , <http://www.umt.dz/IMG/pdf/R>
- <http://ubifrance.typepad.fr>
- <http://www.univ-bejaia.dz>
- <http://www.finances.gov.tn>

Table des matières

Liste des tableaux et figures

Sommaire

Introduction générale	1
Chapitre I : Le cadre conceptuel: la diversification micro et macro économiques	5
Introduction	5
Section1 : La diversification au niveau de l'entreprise	5
1.1. Définitions et formes de diversification :.....	5
1.1.1. Définitions :	5
1.1.2. Les formes de la diversification :.....	6
1.2. Les objectifs de la diversification :.....	7
1.2.1. Les objectifs stratégiques et concurrentiels :.....	7
1.2.2. Les objectifs organisationnels et économiques :.....	8
1.3. Les avantages et inconvénients de la stratégie de diversification.....	9
1.3.1. Les avantages de la diversification.....	9
1.3.2. Les problèmes soulevés par la diversification	9
Section 2 : La diversification au niveau macro : les politiques agricoles et industrielles	11
2.1. La diversification agricole :	11
2.2. La diversification de l'industrie :	11
Chapitre 2. Les approches théoriques de la diversification	13
Introduction	13
Section 01 : Théorie de la malédiction des ressources naturelles	13
1.1. Définition de la malédiction des ressources naturelles	13
1.2 : Les apports de la théorie de la malédiction des ressources naturelles	14
1.3. Les limites de l'approche	15
Section 02 : Les approches Institutionnalistes de la diversification	17
2.1. Diffinition de l'approche institutionnaliste à la diversification	19
2.2. Les Apports des approches institutionnalistes.....	19
2.3. Les limites des approches institutionnalistes	20
Conclusion	21
Chapitre 3 : L'économie algérienne : un potentiel de ressources mais un cadre institutionnel défavorable	22
Introduction	22
Section 01 : L'état des ressources naturelles et du tissu économique en Algérie	22
1.1. Etat des ressources naturelles en Algérie : un potentiel diversifié	22

1.1.1. Les reliefs.....	22
1.1.2. Faune et flore.....	23
1.1.3. Les ressources en eau	23
1.1.4. Pêche.....	24
1.1.5. Les réserves de l'Algérie en matière d'hydrocarbures	24
1.1.6. Les sols en Algérie.....	24
1.1.7. Potentiel des énergies renouvelables en Algérie.....	25
1.2. Le tissu économique en Algérie : une structure peu diversifiée	26
1.2.1. La répartition des PME selon le statut juridique.....	26
1.2.2. La répartition des PME par taille	27
1.2.3. La répartition des PME par statut juridique et secteur d'activité.....	27
Section 02 : Le contexte institutionnel de la diversification : évaluation du climat des affaires en Algérie	30
2.1. Les mesures de la qualité des institutions	30
2.2. L'évaluation du climat des affaires et de la compétitivité de Algérie.....	33
Conclusion	38
Chapitre 4 : Enjeux de l'ouverture internationale et le potentiel d'exportation de l'Algérie	38
Introduction	38
Section 1 : Les enjeux de l'ouverture internationale de l'économie Algérienne	38
1.1. Qu'est-ce que l'ouverture internationale ?.....	38
1.2. La stratégie d'ouverture internationale de l'Algérie : quelques caractéristiques.....	39
Section 2 : L'impact de l'ouverture sur l'exportation : quelques expériences d'ouverture maîtrisée	41
2.1.1. L'expérience Sud-Coréenne : politique massive de soutien aux exportations	41
2.1.2. L'expérience Malaisienne : protection sélective de la production locale.....	42
2.1.3. L'expérience turque : Ouverture avec protection ciblée de la production nationale...	42
2.1.4. L'expérience marocaine : Exemple d'ouverture maîtrisée.....	43
Conclusion	44
Conclusion générale	45
Bibliographie	
Table des matières	

Résumé

La diversification est considérée comme un processus de transformation structurelle et dynamique d'une économie. L'Algérie, malgré le potentiel de ressources naturelles dont elle dispose, le pays n'arrive pas à diversifier son économie, en général, et sa production en particulier. Nous verrons que les obstacles à la diversification économique sont généralement liés au cadre institutionnel et au climat des affaires défavorables dans un pays. Pour certains auteurs, il s'agit de paradigme de la malédiction, à savoir une abondance des ressources naturelles avec une structure économique non diversifiée et en déclin.

Les mots clés

La diversification économique, l'obstacle, institutions, ressources naturelles, économie, malédiction des ressources naturelles.

Abstract

Diversification is seen as a process of structural and dynamic transformation of an economy. Algeria, despite the potential of natural resources available to it, the country does not manage to diversify its economy, in general, and its production in particular. We will see that the obstacles to economic diversification are generally related to the institutional framework and the adverse business climate in a country. For some authors, this is a paradigm of the curse, namely an abundance of natural resources with an undiversified and declining economic structure.

Keywords

Economic diversification, the obstacle, institutions, natural resources, economy, curse of natural resources.